
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ISERE

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT

DEPARTEMENT DE L'ISERE

COMMUNE DE LA PIERRE

REGLEMENTATION DE BOISEMENT

RAPPORT DE PRESENTATION



- SEPTEMBRE 2016 -

TABLE DES MATIERES

Introduction	2
La procédure de réglementation de boisement	3
Situation et localisation de la commune de La Pierre	4
La population	4
L'organisation urbaine	4
Les activités économiques	6
L'agriculture	7
Les exploitations agricoles de La Pierre	7
Les surfaces agricoles	7
Les enjeux liés aux surfaces agricoles	9
L'environnement patrimonial et paysager	9
Les risques naturels	11
La prise en compte de l'environnement	11
Inventaires	11
Espaces naturels sensibles	12
Réseaux écologiques	12
Les captages d'eau potable	13
Analyse des boisements sur la commune de La Pierre	15
Les surfaces boisées sur la commune de La Pierre	15
La structure foncière des espaces boisés	16
Evolution récente des surfaces boisées sur la commune de La Pierre	16
Les espaces boisés classés (EBC)	16
Autres enjeux liés à la présence des boisements	17
Synthèse des enjeux	18
Bilan de la précédente réglementation en vigueur.	19
Méthodologie mise en place pour la révision de la réglementation de boisement	20
La conduite de la démarche	20
Les principes retenus pour la révision de la réglementation de boisement	22
Les prescriptions applicables en périmètre réglementé dans la réglementation de boisement	22

INTRODUCTION

La procédure de révision de la réglementation de boisement a été initiée par la Commune de La Pierre qui en a fait la demande au Conseil départemental de l'Isère, suite à une délibération du Conseil municipal en date du 9 avril 2014.

Il s'agit de réviser la réglementation actuellement en vigueur, datant du 16/07/2004. En effet, l'arrêté préfectoral instaurant cette réglementation a fixé à 10 ans la durée de validité du périmètre interdit. Depuis juillet 2014, le périmètre interdit est donc devenu périmètre réglementé.

La révision de la réglementation de boisement de la commune de La Pierre a été conduite dans le cadre d'une Commission Communale d'Aménagement Foncier (CCAF). La commune de La Pierre disposera, à l'issue de cette procédure de révision de la réglementation de boisement, d'un arrêté du Président du Conseil départemental.

LA PROCEDURE DE REGLEMENTATION DE BOISEMENT

La réglementation de boisement est une procédure d'aménagement foncier définie aux articles L126-1 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime qui vise à « [...] *favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural et[à] assurer la préservation des milieux naturels et la préservation des paysages remarquables* [...] ».

Comme les autres procédures d'aménagement foncier, la réglementation de boisement est de la compétence des Conseils départementaux (Loi de Développement de Territoires Ruraux de 2005).

La réglementation de boisement définit les « *zones dans lesquelles des plantations et des semis d'essences forestières ou dans lesquelles la reconstitution après coupe rase peuvent être interdits ou réglementés* ». Par extension, tous les terrains où les boisements ou reboisements ne sont ni interdits ni réglementés sont inscrits dans un périmètre dit « libre » au boisement.

Lorsqu'elles s'appliquent à des terrains déjà boisés, les interdictions et réglementations ne peuvent concerner que des parcelles boisées isolées ou rattachées à un massif dont la superficie est inférieure à un seuil de surface par grande zone forestière homogène défini par le Conseil départemental.

Dans son document de cadrage pour la réglementation et la protection des boisements du 13 mars 2015, le Conseil départemental de l'Isère a fixé ces seuils, pour l'ensemble du territoire départemental à :

- 0,5 ha pour les forêts alluviales et ripisylves de plus de 20 mètres de large,
- 4 ha pour tous les autres peuplements.

La procédure est conduite par une Commission Communale ou Intercommunale d'Aménagement Foncier, présidée par un Commissaire enquêteur et dont le Conseil départemental assure le secrétariat.

Cette Commission est composée de représentants de différents collèges nommés par la (les) Commune(s), la Chambre départementale d'agriculture, le Conseil départemental (Propriétaires de biens fonciers non bâtis, exploitants agricoles, propriétaires forestiers, personnes qualifiées pour la protection de la nature), ainsi que de représentants du Conseil municipal, du Conseil départemental et de la Direction des Finances Publiques.

Lorsque cette commission a terminé son travail, avec l'aide d'un bureau d'études retenu par le Conseil départemental, une enquête publique est organisée. Pendant un mois, les propriétaires peuvent prendre connaissance du projet de réglementation et formuler des observations auprès du Commissaire enquêteur, désigné par le Tribunal Administratif. Ce Commissaire enquêteur vérifie que l'enquête se déroule correctement, et reçoit les personnes qui le souhaitent pendant les journées de permanence. A l'issue de l'enquête, le Commissaire enquêteur rédige un rapport sur le déroulement de l'enquête et émet un avis.

La réglementation est rendue définitive par une délibération du Conseil départemental, prise après avis des Conseils municipaux, du CRPF et de la Chambre départementale d'agriculture.

SITUATION ET LOCALISATION DE LA COMMUNE DE LA PIERRE

La commune de La Pierre se situe dans la vallée du Grésivaudan, à 20 km environ de l'agglomération grenobloise et à 40 km de Chambéry. Elle est implantée sur la rive gauche de l'Isère, et s'étend d'est en ouest, depuis les premiers contreforts de Belledonne (à 452 m d'altitude jusqu'au bord de la rivière Isère, à 225 m. La superficie de son territoire est de 336 ha, dont 302 ha cadastrés.

La commune bénéficie du passage d'un véritable faisceau de voies de communication puisqu'elle se situe dans la vallée du Grésivaudan qui concentre :

- l'autoroute A 41 reliant Grenoble à Genève, dont l'accès est facilité par la présence d'un échangeur autoroutier sur la commune du Touvet ;
- l'ancienne route nationale RN90, devenue RD1090, reliant Grenoble à Albertville ;
- la ligne SNCF Grenoble-Montmélian, avec deux gares implantées à proximité, à Brignoud et à Lancey.

Cette position, associée à la proximité du pôle d'activités technologiques de Crolles, a permis à la commune de se développer au cours des dernières décennies.

La population

L'évolution démographique de la commune de La Pierre est marquée par un accroissement quasi constant de la population depuis 1968, laquelle a presque triplé entre 1968 et 2012, passant de 162 à 471 habitants. La commune a notamment connu une très forte croissance démographique entre 1975 et 1982, avec un taux de croissance annuel de 7.1% durant cette période. Suite à cette période faste, la croissance démographique s'est quelque peu ralentie tout en restant forte, et supérieure à la moyenne départementale. Entre 2006 et 2012, malgré un ralentissement, la commune de La Pierre a continué à gagner des habitants ; ainsi, depuis 1999, la population communale s'est accrue de plus de 20%.

La commune de La Pierre a donc enregistré des taux croissances démographiques très élevés entre 1968 et 2010, dus notamment à des soldes migratoires très importants, notamment en provenance de Grenoble. Cette augmentation de la population s'explique, sur cette commune comme sur l'ensemble de la vallée du Grésivaudan, par le développement économique de la région (micro et nanotechnologies à Crolles, activités de recherche et développement, services aux entreprises) et la périurbanisation autour de l'agglomération grenobloise. Cette croissance soutenue s'est quelque peu ralentie depuis le milieu des années 2000, en raison notamment d'une limitation des nouvelles constructions. Toutefois, le rythme assez soutenu des mises en chantier dans les années précédentes a abouti à une augmentation significative des surfaces bâties à des fins résidentielles (+ 2 ha entre 1999 et 2013, pour un total de 15 ha), multipliant de fait les interfaces entre urbanisation et espaces agricoles et naturels, notamment boisés.

Cette juxtaposition entre zones résidentielles et espaces boisés devra être prise en compte dans la révision de la réglementation de boisement.

L'organisation urbaine

Le développement urbain de la commune de La Pierre a été conditionné par la présence du centre bourg, constitué en majorité de bâtis anciens. Il l'a également été par l'existence de hameaux, implantés notamment le long de la route départementale RD250a (Le Ferrat) mais aussi le long de la RD 523 (hameau de La Perrière), véritables noyaux autour desquels s'est étendue une urbanisation maîtrisée.

Cette urbanisation se cantonne à l'est de la RD 523, depuis le nord, en limite de Tencin, jusqu'au sud (Mas du Nan et Petit Glairon). Elle est constituée de lotissements parfois denses (ensembles immobiliers de Pré Verger et La Butte) ou d'habitat individuel, s'intégrant dans un maillage viaire et entrecoupés de nombreuses respirations, composés d'espaces agricoles ou naturels. (cf. carte page suivante)

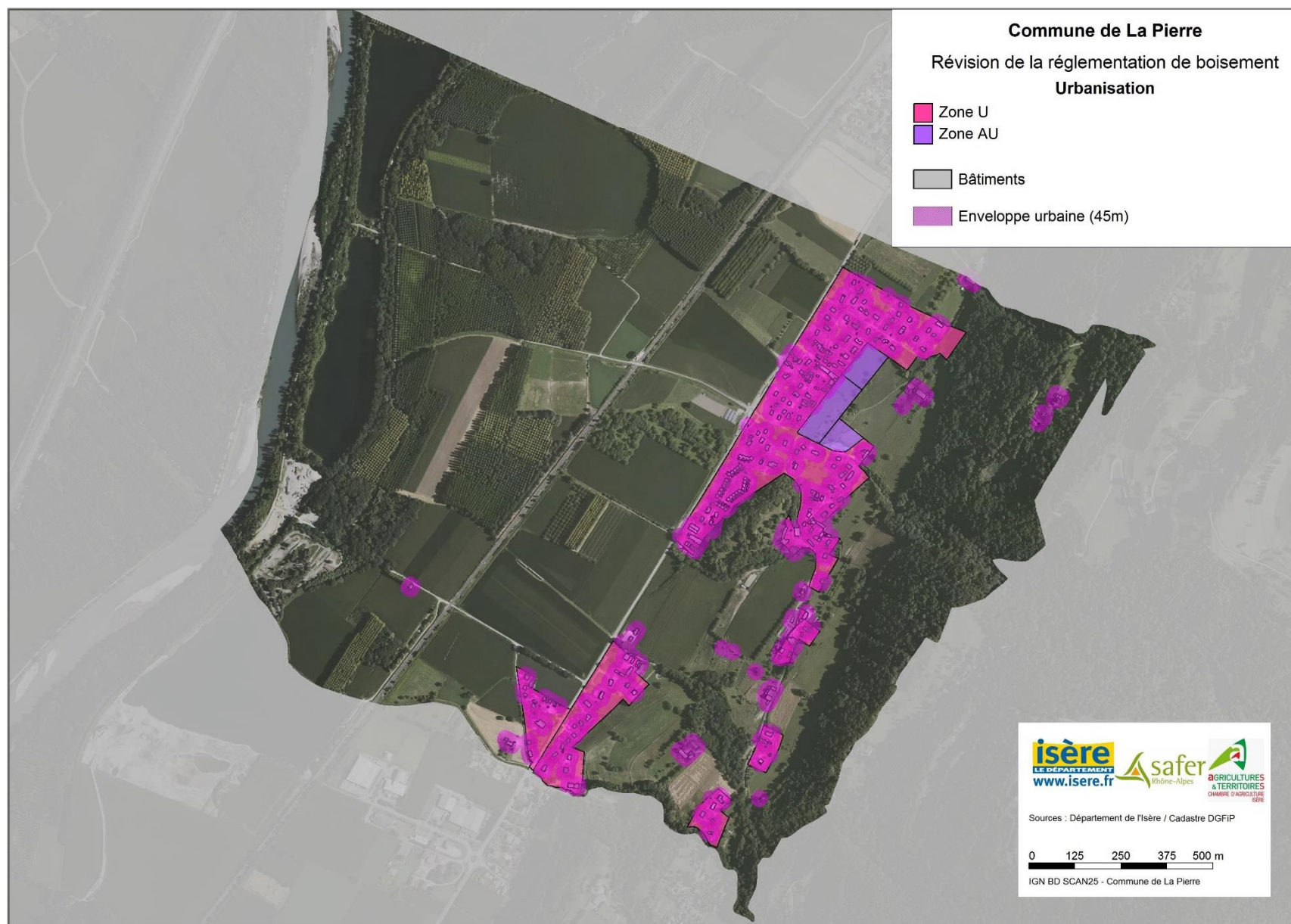


Figure n°1 : Organisation urbaine.

Aujourd'hui, l'armature urbaine de La Pierre permet encore de lire cette histoire. Le document d'urbanisme en vigueur a d'ailleurs pour ambition de la faire perdurer, en fléchant vers l'urbanisation des tènements situés en extension de l'urbanisation existante, mais aussi en recentrant les projets de construction sur l'enveloppe existante et les divisions parcellaires.

Le réseau de voirie sur la commune de La Pierre est étendu, et permet de desservir l'ensemble du territoire communal.

Le réseau principal, constitué par la RD 523 reliant Grenoble à Montmélian, répond à des logiques de déplacements à grande échelle (liaison interurbaine et inter agglomération) et dessert principalement la partie est de la commune, qui concentre la quasi-totalité de l'urbanisation. La RD 523 est un des axes de pénétration dans l'agglomération grenobloise depuis la vallée du Grésivaudan, et est classée à grande circulation. Outre le trafic quotidien effectué lors des déplacements domicile-travail, cet axe est régulièrement utilisé pour les transports exceptionnels.

Le réseau de voiries secondaires est notamment constitué de la D250a qui permet la desserte des secteurs habités du centre village. Cette route départementale est très fréquentée durant la période hivernale puisqu'elle permet également l'accès à la station de ski des Sept Laux. La traversée du bourg est très étroite et peut engendrer des problèmes de sécurité routière. La commune projette de requalifier cette voie pour en améliorer la traversée.

La partie ouest de la commune de La Pierre, qui correspond à la plaine agricole de l'Isère, est desservie par un réseau de voies communales, de chemins ruraux et de chemins d'exploitation permettant la circulation des véhicules agricoles et l'acheminement du matériel nécessaire à l'exploitations des parcelles boisées.

En fonction du relief, ce réseau peut aussi prendre des formes différentes : sur les coteaux, le profil des voies s'adapte aux contraintes induites par les pentes ; à l'inverse, l'espace de plaine, peu contraignant, a permis le développement d'un réseau viaire plus direct.

Les différentes entités de la commune de La Pierre et leurs « ambiances » respectives (ouvertures et vues sur la Chartreuse ou le massif de Belledonne) devront être prises en considération lors de la révision de la réglementation de boisement.

Les activités économiques

La commune de La Pierre dispose d'un tissu économique non-agricole peu développé. Le territoire rassemble 37 emplois, pour 220 actifs ayant un emploi ou au chômage (INSEE 2011).

Le tissu commercial est peu développé et systématiquement associé à une activité agricole (vente à la ferme de noix, fleurs,) La Pierre compte quelques artisans, implantés de façon diffuse sur le territoire communal, et ne disposant donc pas d'une zone d'implantation spécifique.

Sur la commune, la consommation foncière liée aux activités économiques est donc assez limitée (3 000 m² entre 1999 et 2013, pour une surface totale dévolue aux activités économiques de moins de 2 ha).

Les enjeux liés à la réglementation des boisements vis-à-vis des activités économiques sont donc relativement limités, et seront englobés de façon générale dans les enjeux liés aux espaces urbanisés.

Sur la commune de La Pierre, l'agriculture représente 1% des emplois.

L'agriculture

Les exploitations agricoles de La Pierre

Le recensement agricole de 2010 a permis d'identifier 7 exploitations agricoles ayant leur siège d'exploitation sur la commune de La Pierre.

Le nombre d'exploitations agricoles est en régression constante depuis 1979, date à laquelle 12 structures étaient recensées ; il avait entretemps chuté à 10 à la fin des années 1980, puis à 8 au début des années 2000.

Les sièges de ces exploitations et les bâtiments associés sont relativement dispersés à l'échelle de la commune, et certains d'entre eux sont enclavés dans des espaces urbanisés (hameaux). Ils sont en revanche absents de la plaine de l'Isère, pourtant largement dévolue aux activités agricoles, mais soumise au risque d'inondation (*cf. carte page 8*). Cette intégration des bâtiments agricoles dans le tissu urbain pourrait entraver le développement de ces structures, susceptibles de générer (ou supporter) de nuisances vis-à-vis des espaces résidentiels.

Les 7 exploitations agricoles ayant leur siège sur la commune de La Pierre valorisent une surface totale de 132 ha environ (ces surfaces englobent également les parcelles situées sur d'autres communes que celle où est située l'exploitation).

Il en découle une surface moyenne par exploitation de l'ordre de 19 ha (y compris les « petites » exploitations conduite par des doubles-actifs) : nous sommes donc en présence d'exploitations de taille relativement modeste (la moyenne départementale est de l'ordre de 38 ha) mais adaptée au contexte périurbain dans lequel elles s'insèrent.

L'orientation technico-économique de ces exploitations est fléchée vers les céréales et les oléoprotéagineux.

Ces productions ne génèrent pas de nombreux emplois au sein des exploitations : le recours à de la main d'œuvre salariée est très limité. Le nombre d'unités de travail annuel est de 4 sur la commune de La Pierre ; ce nombre d'UTA est à la baisse depuis 1988 (il a été divisé par 3 en 20 ans).

Les surfaces agricoles

Toutes les terres agricoles de La Pierre ne sont pas exploitées par des agriculteurs ayant leur siège d'exploitation sur cette commune : certaines parcelles sont valorisées par des exploitants venant des communes alentours. Les données issues du registre parcellaire graphique indiquent qu'une partie des terrains agricoles de La Pierre est exploitée par 15 exploitants agricoles (dont 7 ayant leur siège sur la commune).

Ces 15 exploitations valorisent au total près de 700 ha, soit une surface moyenne par exploitation de 47 ha environ. Toutefois, cette valeur moyenne cache des disparités assez importantes. Ainsi :

- 2 exploitations ont une surface inférieure à 10 ha ;
- 1 exploitation a une surface comprise entre 10 et 20 ha ;
- 7 exploitations ont une surface comprise entre 20 et 40 ha ;
- 3 exploitations ont une surface comprise entre 40 et 80 ha ;
- 1 exploitation a une surface comprise entre 80 et 100 ha ;
- 1 exploitation a une surface supérieure à 170 ha.

Sur la commune de La Pierre, ce sont ainsi plus de 137 ha qui sont valorisés par l'activité agricole, répartis en 74 ilots de culture (soit une surface moyenne par ilot de l'ordre de 1.8 ha).

La majeure partie de ces surfaces¹ est dévolue aux céréales qui occupent 81.5 ha, les oléo-protéagineux s'étendent sur près de 8 ha, les prairies occupent 24 ha, les noyers s'étendent sur 5 ha et les cultures légumières et horticoles valorisent près de 5 ha également. Les surfaces restantes sont occupées par des cultures diverses (12.2 ha) ou des estives (1.6 ha).

¹ Nota : ces surfaces sont issues du Référentiel Parcellaire Graphique, qui n'est pas exhaustif.



Figure n°2 : Agriculture et occupation du sol.

Les enjeux liés aux surfaces agricoles

A l'échelle de la commune, les surfaces cadastrées en nature agricole représentent 51 % de la surface cadastrée totale (les espaces à vocation naturelle² ou forestière occupent pour leur part 39% du territoire). A titre de comparaison, en Isère, la part moyenne des espaces agricoles dans chaque commune est de 50%.

Ces espaces sont en partie contraints par l'avancée de l'urbanisation. La consommation foncière des espaces agricoles à des fins d'urbanisation est assez soutenue (215 m²/ha entre 1999 et 2013, alors que la moyenne départementale est de 140 m²/ha), ce qui s'est traduit par le changement d'affectation de 5 ha de terrains agricoles. Ces consommations foncières d'espaces agricoles se sont faites dans une optique de développement des surfaces dédiées à l'habitat et, de façon plus anecdotique, aux activités économiques.

Il n'y a pas sur la commune de La Pierre de Zone Agricole Protégée (instaurée par Loi d'orientation agricole de 1999), ni de Périmètre de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains (instaurés par la Loi relative au Développement des Territoires Ruraux de 2005).

Les espaces agricoles de la commune ont néanmoins été identifiés comme devant être préservés :

- au niveau du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la région grenobloise
- dans le plan régional agriculture durable.

Il y a également des enjeux, outre la « simple » préservation du foncier agricole qui constitue une priorité dans le Grésivaudan, qui doivent être pris en compte :

- L'AOC Noix de Grenoble : la commune de La Pierre est incluse dans le périmètre bénéficiant de l'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) et du label de qualité européen « Appellation d'Origine Protégée » (AOP). Plus de 5 ha sont plantés en noyers sur la commune ;
- Les surfaces agricoles en coteau concentrent également de nombreux enjeux (paysage, environnement). Une majorité de parcelles sont exploitées par des agriculteurs engagés dans la filière élevage, et dont le siège d'exploitation n'est pas situé sur la commune. Ces parcelles n'en demeurent pas moins importantes dans l'économie agricole du secteur, et méritent d'être reconnues en tant que telles.
La valorisation des coteaux dépasse ainsi la problématique strictement agricole, pour concerner celle, plus générale, du cadre de vie.

C'est donc dans un contexte de pression foncière marquée sur les espaces agricoles que s'engage la révision de la réglementation de boisement de la commune de La Pierre.

L'environnement patrimonial et paysager

La commune de La Pierre dispose de deux périmètres de protection des sites et monuments historiques : l'un concerne le Château, l'autre le Manoir de Veaubeaunnais, qui bénéficie d'un point de vue depuis le village.

Par ailleurs, il est possible d'observer sur la commune de La Pierre, comme sur l'ensemble de la Vallée du Grésivaudan, de beaux panoramas sur le massif de la Chartreuse et sur Belledonne (*cf. carte page suivante*).

Enfin, un certain nombre d'éléments du patrimoine végétal à conserver (arbres remarquables, plantation linéaires) ont été identifiés dans le Plan Local d'Urbanisme.

La réglementation de boisement en cours de révision devra prendre en considération ces enjeux d'ouverture paysagère, tant dans le cas du patrimoine historique que dans celui des points de vue et d'observation, et veillera à préserver le patrimoine végétal identifié dans le PLU.

² Une partie des surfaces naturelles peut néanmoins être valorisée d'un point de vue agricole (parcelles en nature de landes par exemple).

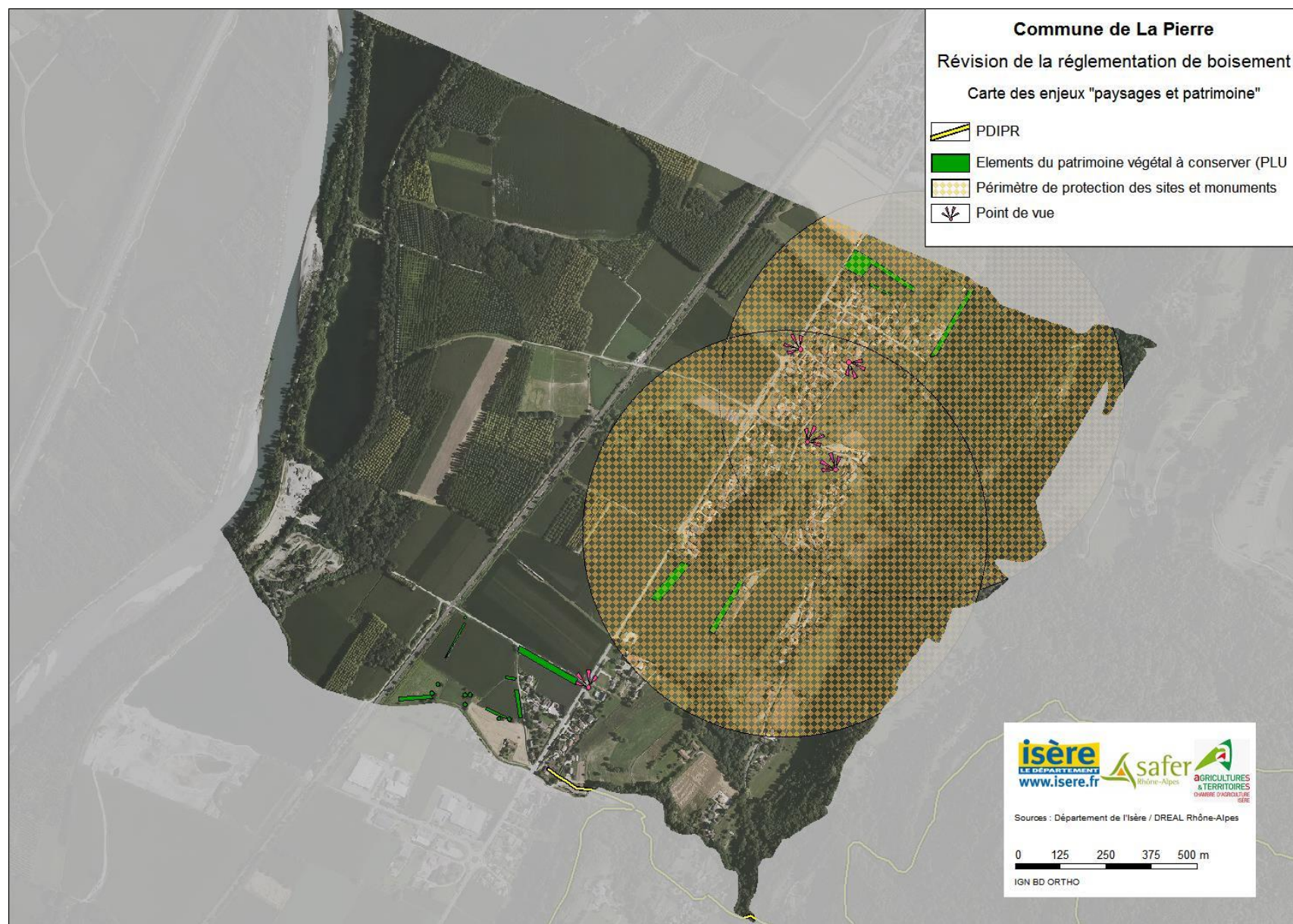


Figure n°3 : Patrimoine et paysages.

Les risques naturels

De par sa situation entre la rivière Isère et les contreforts de Belledonne, la commune de La Pierre est soumise à différents risques naturels :

- risque d'inondation de l'Isère, pour lequel l'Etat a établi un Plan de Prévention du Risque d'Inondation (PPRI) à l'échelle des 29 communes situées à l'amont de Grenoble ; ce PPRI Isère amont a été approuvé le 30 juillet 2007. Ce sont principalement les secteurs compris entre la voir ferrée et la rivière Isère qui sont concernées par ce risque ;
- les inondations (hors inondations par l'Isère) : les inondations de plaine sont généralement liées à l'engorgement des cours d'eau qui descendent des coteaux, comme le ruisseau d'Hurtières, le ruisseau de Château Villin, le ruisseau Bruyant et tous les canaux et fossés les reliant entre eux. Ces inondations se produisent en aval de la RD 523, lorsque la topographie est beaucoup plus douce (zone de plaine). Ils présentent un aléa fort le long de leur lit mineur et faible sur la plupart des parcelles localisées entre eux ;
- les crues de torrents et ruisseaux torrentiels : ce risque est relevé sur les 4 principaux torrents de la commune, déjà cités ci-dessus pour les inondations de plaine. Ces cours d'eau sont fortement exposés à des instabilités de berges, à des transports solides, ainsi qu'éventuellement à une lave torrentielle, et d'embâcles avec formations de barrages à risque de rupture brutale. L'absence d'entretien des versants boisés des combes augmente actuellement fortement ce risque ;
- les ravinements et ruissellements sur versants : les coteaux sont également concernés par des divagations torrentielles et des ruissellements importants, lors de pluies abondantes et soudaines, ou de pluies durables avec éventuellement fonte rapide du manteau neigeux. Ces phénomènes peuvent générer l'écoulement d'une lame d'eau boueuse, mais peu chargée en matériaux, le long des versants et sur les cônes de déjection hors du lit normal des torrents. Les axes de ruissellements naturels et anthropiques sont nombreux sur la commune (chemins, voiries revêtues) qui récupèrent et concentrent les eaux plus en aval. Ces eaux participent à l'alimentation et à l'aggravation des crues des ruisseaux ;
- le risque de glissement de terrain : ce risque concerne plus particulièrement les terrains en pente ayant une forte teneur en argile, et donc peu perméables. La totalité des versants raides sont concernés par des glissements de terrains ;
- un plan de prévention des risques multirisques a été approuvé le 02 août 2007.

Ces enjeux devront être analysés dans le cadre de la réflexion préalable à la révision de la réglementation de boisement afin que les mesures proposées ne renforcent pas les aléas (accélération de la vitesse de l'eau ou amplification du phénomène érosif par exemple).

La prise en compte de l'environnement

Des inventaires ont été réalisés pour préserver et protéger le patrimoine naturel remarquable de la commune de La Pierre (cf. *carte page 14*). Des réseaux écologiques ont également été identifiés sur ce territoire.

Inventaires

Des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)³ ont été recensées (et réactualisées) sur La Pierre.

³ Le descriptif de ces ZNIEFF figure dans le rapport d'évaluation environnementale de la révision de la réglementation de boisement de La Pierre.

Certaines sont de type I (secteur en général de superficie assez limitée, où sont présents des animaux ou des milieux rares remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel régional) et d'autres de type II (grands ensembles naturels riches ou peu modifiés, prenant en compte les fonctionnalités des milieux à plus grande échelle).

Est identifiée au titre des ZNIEFF de type I la zone des « Boisements alluviaux de l'Isère, de Pontcharra à Villard-Bonnot » (ZNIEFF n°38190002)

La réglementation de boisement qui sera en vigueur sur la commune de La Pierre devra prendre en compte ces enjeux, en protégeant les boisements alluviaux recensés dans la ZNIEFF de type I.

La ZNIEFF de type II recensée sur la commune de La Pierre concerne la « zone fonctionnelle de la rivière Isère entre Cévens et Grenoble » (ZNIEFF n°3819).

A l'instar des ZNIEFF de type I, la réglementation de boisement devra prendre en considération les enjeux environnementaux ayant suscité ces inventaires ZNIEFF de type II, dont les problématiques concernent souvent des secteurs très vastes, mettant en œuvre des logiques de complémentarité entre amont et aval.

La Zone humide des Iles (et, à la marge, celle du Marais de Montfort), située pour partie sur la commune de La Pierre, a aussi été identifiée comme un site environnemental remarquable. Cette zone d'une surface totale de plus de 400 ha, est constituée de nombreuses gravières et de plantations de peupliers, et est bordée par les zones urbanisées. Son intérêt réside tant dans ses fonctions hydrobiologiques (zone d'expansion naturelle des crues, contact avec la nappe alluviale de l'Isère, présence de la forêt alluviale, fonction d'épuration) que biologiques (fonction d'habitat pour les populations animales et végétales, présences d'espèces patrimoniales, continuum biologique, étape migratoire et axe de passage de la faune).

La réglementation de boisement devra donc prévoir des mesures en faveur de la préservation de cette zone humide afin de pérenniser ses différentes fonctions.

Espaces naturels sensibles

Un espace naturel sensible départemental (ENS) « Forêts alluviales du Grésivaudan » est en cours d'instauration (ENS Observation et ENS intervention) le long de la rivière Isère. Cet ENS concerne donc pour partie la commune de La Pierre.

La réglementation de boisement devra donc anticiper sur la mise en place effective de ces espaces naturels sensibles et prévoir des mesures en faveur de la préservation de la forêt alluviale.

Réseaux écologiques

La logique de corridors et de réseaux écologiques est également mise en avant dans la vallée du Grésivaudan (dont la commune de La Pierre), avec notamment le Réseau écologique du Département de l'Isère (REDI) et la Trame verte et bleue, issue du Grenelle de l'Environnement.

Les continuités ainsi mises en avant doivent donc être préservées, notamment dans le cadre de la réglementation de boisement. Il s'agit notamment :

- de préserver les continuums boisés qui servent de couloir de déplacements pour la faune entre le massif de Belledonne d'une part et la forêt alluviale de l'Isère d'autre part ;
- de préserver également les zones humides situées en plaine, lesquelles servent de « relais » dans le déplacement de la faune entre le massif et la vallée ;

- de restaurer, lorsque nécessaire, les continuums aquatiques, notamment du point de vue qualitatif,
- de préserver les milieux agricoles extensifs qui peuvent également servir de zone de développement.

La révision de la réglementation de boisement de La Pierre devra ainsi participer au maintien de cet équilibre entre milieux ouverts et zones boisées, indispensable au maintien de la biodiversité.

L'ensemble des éléments décrits précédemment ont été intégrés dans le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de Rhône-Alpes.

Les captages d'eau potable

Des captages d'eau potable - les captages de Bonnet rouge (supérieur et inférieur) et celui de Touillon - sont implantés sur la commune de La Pierre (à l'est du territoire, près de la commune de Champ-près-Froges). L'eau captée alimente la commune.

La nécessaire préservation de la qualité de la ressource en eau implique une occupation et une valorisation raisonnée des sols autour de ces prélèvements d'eau.

La réglementation de boisement veillera à confirmer ces enjeux de préservation et de pérennisation de la qualité des eaux brutes destinés à l'alimentation en eau potable.

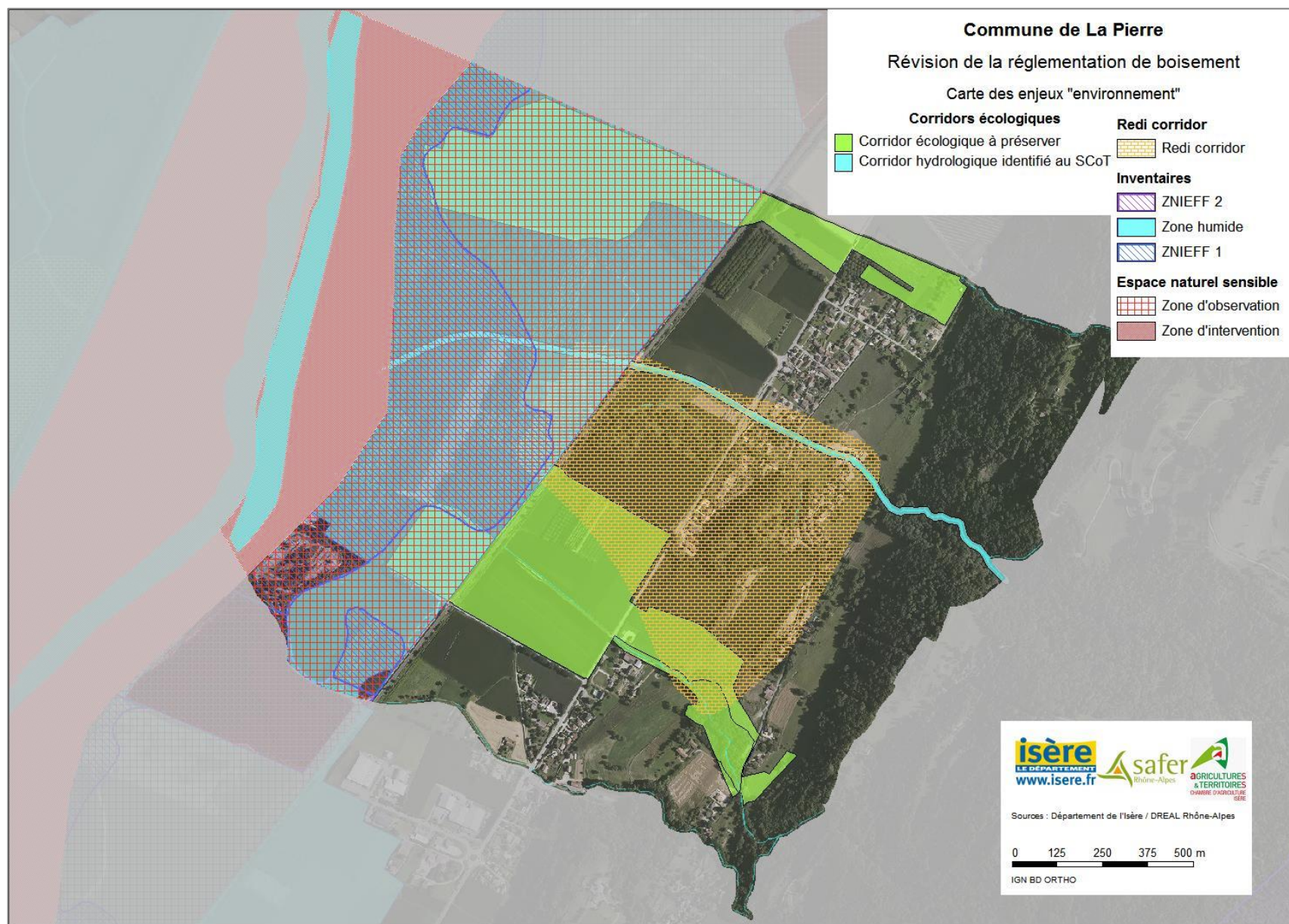


Figure n°4 : Zonages et inventaires environnementaux.

Les surfaces boisées sur la commune de La Pierre

De prime abord, les surfaces cadastrées en nature de bois sur la commune de La Pierre sont moyennement étendues. Elles représentent en 2014 environ 93 ha, soit 30% de la surface cadastrée totale, ce qui correspond à la valeur moyenne sur le département de l'Isère.

Dans leur grande majorité, les surfaces boisées recensées au cadastre sont en nature de bois taillis : elles s'étendent sur 57 ha (soit plus de 60% des surfaces boisées communales).

Les peupleraies occupent néanmoins des surfaces notables : elles s'étendent sur 36 ha, soit 39 % des surfaces boisées.

L'ensemble de ces données doit toutefois être pris avec certaines précautions, en raison de la possible absence de mise à jour de certaines informations de la part des propriétaires.

Les principaux enjeux liés aux boisements sur la commune découlent donc du développement des plantations de peupliers, notamment dans la plaine agricole.



Figure n°5 : Peupleraies implantées en zone agricole.

La structure foncière des espaces boisés

Ensemble des surfaces boisées	Nombre de parcelles boisées	Surface totale des parcelles boisées	Nombre de comptes de propriétés	Surface moyenne par parcelle	Surface moyenne par compte de propriété
La Pierre	191	93 ha	70	0,48 ha	1.32 ha

Les espaces boisés de la commune de La Pierre sont assez peu structurés d'un point de vue foncier, avec une surface moyenne par parcelle de moins de 5 000 m² (cette structure peut toutefois être améliorée par la constitution de tènements, regroupant des parcelles contiguës et appartenant à un même propriétaire). Il s'agit cependant de valeurs moyennes, qui tendent à dissimuler une réalité parfois beaucoup plus contrastée, les surfaces s'échelonnant entre 3.8 ha et 10 m².

La propriété forestière est en revanche globalement bien répartie, puisque chaque propriétaire possède en moyenne plus de 1.3 ha de bois sur la commune de La Pierre.

Parcelles boisées publiques	Nombre de parcelles boisées publiques	Surface totale des parcelles boisées publiques	Nombre de comptes de propriétés	Surface moyenne par parcelle	Surface moyenne par compte de propriété
La Pierre	10	7.5 ha	4	0.75 ha	1.88 ha

Le patrimoine forestier des collectivités sur la commune de La Pierre est très limité, puisque n'excédant pas 7.5 ha. Ce patrimoine englobe notamment des parcelles boisées situées près de la rivière Isère et achetées par le SYMBHI (3.7 ha au total) dans le cadre du projet « Isère amont ». Le Département de l'Isère est également propriétaire de parcelles boisées sur la commune de La Pierre (environ 3.7 ha également). La Commune de La Pierre ne possède que 740 m² de terrain cadastré en bois sur son territoire.

Evolution récente des surfaces boisées sur la commune de La Pierre

Un travail réalisé en sous-commission d'aménagement foncier a permis d'identifier les surfaces réellement boisées sur la commune de La Pierre. Il s'avère en effet que seulement 78 ha de parcelles sont plantés sur le territoire communal :

- 69.5 ha constituent des massifs boisés de plus de 4 ha,
- 3.7 ha constituent des massifs de plus de 0.5 ha dans le secteur de forêt alluviale,
- 4.5 ha sont des boisements hors massif
- à ces surfaces viennent se rajouter 5 ha plantés en noyers à fruits (considérés comme des productions agricoles, et ne relevant pas du champ de la réglementation de boisement).
- environ 15 ha de peupleraie ont fait l'objet d'une coupe rase il y a moins de 5 ans, et n'ont pas été replantés :
 - 11.5 ha ont été remis en culture
 - 3.5 ha sont aujourd'hui en cours d'enfrichement.

Les espaces boisés classés (EBC)

Plusieurs espaces boisés ont fait l'objet d'un classement au document d'urbanisme de la commune approuvé en juin 2016, pour une surface totale de 23 ha : il s'agit notamment de la forêt alluviale, fragilisée par l'agriculture intensive, mais dont le rôle dans l'écroulement des crues et la filtration des pollutions par les nitrates et les produits phytosanitaires est primordial. Ces boisements participent également au maintien de la biodiversité dans la vallée du Grésivaudan.

Outre les boisements alluviaux, quelques boisements de la plaine ont été intégrés dans ce classement, en raison notamment de leur fonction environnementale (repère et cachette pour la faune). Il en est de même pour les berges boisées des ruisseaux descendant les coteaux.

Les espaces boisés classés devront être pris en compte dans la révision de la réglementation de boisement, afin que les orientations qui seront prises soient compatibles avec celles prévues dans les documents d'urbanisme.

Autres enjeux liés à la présence des boisements

Outre leur fonction paysagère, les boisements jouent aussi un rôle important :

- dans la limitation du risque d'érosion, en particulier sur les terrains en pente ;
- dans la prévention et la gestion des inondations : les boisements alluviaux participent à la régulation du débit des cours d'eau et à la diminution de la force du courant lors de crues ;
- dans la gestion qualitative de la ressource en eau, puisque les boisements permettent de limiter les fuites d'intrants (produits phytosanitaires et nitrates) vers les rivières et les nappes ;
- dans la préservation de la biodiversité, en servant d'habitat notamment à la faune sauvage.

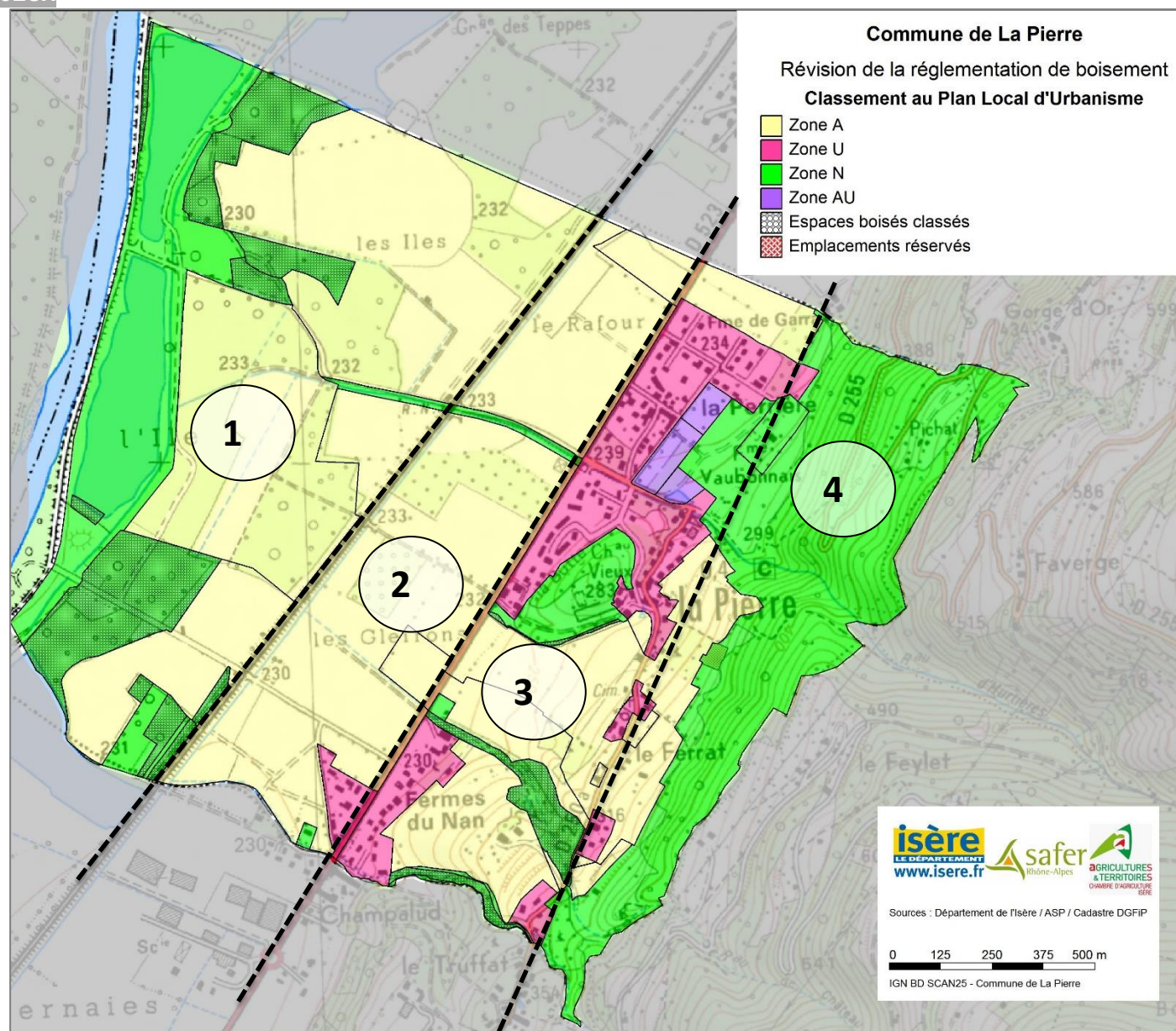


Figure n°6 : Carte de synthèse des enjeux.

Au vu du croisement de la problématique « boisement » avec chacune des thématiques analysées précédemment, il apparaît que le territoire de la commune de La Pierre peut se segmenter en quatre zones, présentant chacune des enjeux particuliers.

A l'ouest, la **zone 1** concerne la plaine agricole connectée à l'Isère et la forêt alluviale de l'Isère. Les enjeux sont liés à la **préservation du potentiel agricole particulièrement élevé de cette plaine**, déjà occupée pour partie par des peupleraies, **et au maintien des paysages ouverts**. La **préservation des boisements alluviaux** représente également un enjeu primordial, motivé par la prise en compte des risques naturels (inondation), de la richesse environnementale du site (classé en zone humide) et de la préservation de la qualité de l'eau

Entre la voie ferrée et la RD 523, la **zone 2** concerne la plaine agricole centrale. Comme pour la zone 1, une partie des enjeux est liée à la **préservation du potentiel agricole** et au **maintien des paysages ouverts**, offrant des panoramas sur le centre-bourg, ainsi que sur les massifs de Chartreuse et de Belledonne. La prise en compte des **corridors écologiques** fait aussi partie des enjeux inhérents à ce secteur.

La **zone 3**, centrée sur la partie urbanisée de la commune, est concernée par des enjeux liés à la **protection des zones urbaines** existantes ou à venir, à la **préservation des espaces agricoles de coteaux** participant au maintien d'un cadre de vie agréable, et à la **préservation des corridors écologiques**.

Enfin, la **zone 4**, correspondant aux premiers contreforts de Belledonne, se caractérise par des enjeux de **préservation des boisements existants** (en lien notamment avec la prévention des risques naturels) **et des milieux ouverts**.

C'est cette trame qui a servi de base de réflexion et de discussion aux membres de la sous-commission pour aboutir au projet de réglementation présenté ci-après.

BILAN DE LA PRECEDENTE REGLEMENTATION EN VIGUEUR.

Depuis l'entrée en vigueur de la précédente réglementation (datant du 16/07/2004) une demande d'autorisation de boisement en périmètre réglementé a été formulée. Celle-ci, qui a reçu un avis favorable, devait respecter un certain nombre de prescriptions, concernant notamment la distance de recul à appliquer vis-à-vis du fond voisin. Pour rappel, les prescriptions en périmètre réglementé étaient les suivantes :

- Vis à vis des fonds agricoles voisins :
DOUZE METRES pour toutes les essences
- Vis à vis des lieux habités :
CINQUANTE METRES à partir du bâti pour toutes les essences
- Vis à vis des chemins ruraux, communaux ou communautaires :
SIX METRES pour toutes les essences
- Vis à vis du sommet des berges des cours d'eau :
QUATRE METRES pour toutes les essences

La demande d'autorisation de reboisement en périmètre réglementé déposée depuis l'entrée en vigueur de la réglementation de 2004 portait sur une plantation de peupleraies. La surface concernée était de 1.60 ha.
Par ailleurs, aucune infraction à la réglementation n'a été constatée par les services du Conseil départemental.

La conduite de la démarche

La Commission Communale d'Aménagement Foncier s'est réunie en Mairie de La Pierre pour la première fois le 30 juillet 2015. Cette réunion a été l'occasion pour le Conseil départemental et le prestataire chargé d'accompagner les travaux de la CCAF (groupement d'études Safer Rhône-Alpes / Chambre d'Agriculture de l'Isère) de rappeler le fondement de la démarche et les différentes étapes de sa mise en œuvre.

La CCAF a demandé au Conseil départemental d'édicter des mesures conservatoires (tel que prévu à l'article R126-7 du Code rural et de la pêche maritime) pendant la période de révision de la réglementation. Ces mesures consistent à interdire de nouveau tout boisement dans le périmètre interdit de la précédente réglementation.

Au cours de cette réunion, une sous-commission a été instituée, composée de membres de la CCAF (représentants d'exploitants agricoles, de propriétaires forestiers, de propriétaires fonciers et d'élus), chargée de suivre les travaux du prestataire et de préparer les futures réunions de la CCAF.

Cette sous-commission s'est réunie 3 fois entre la première et la deuxième réunion de la CCAF⁴ :

Le 08 septembre 2015

Un travail de détermination des massifs boisés de plus de 4 ha (et de plus de 0.5ha pour la forêt alluviale) a été entrepris. Les sièges des exploitations et les bâtiments agricoles ont été localisés.

Enfin, en vue de préparer le diagnostic communal, un examen des thématiques à traiter, des références bibliographiques disponibles et personnes ressources à rencontrer a été réalisé.

Le 03 mars 2016

La trame du diagnostic communal et des principaux enjeux ayant trait aux boisements a été validée, de même que la doctrine retenue pour déterminer le caractère boisé (ou non) d'une parcelle, permettant de terminer le repérage des massifs boisés de plus de 4ha (et de plus de 0.5ha pour la forêt alluviale) qui seront *de facto* classés dans le périmètre libre au boisement, conformément à la délibération de cadrage du Département. (cf. carte page 21).

En l'absence de toute définition légale d'une parcelle boisée, le choix a été fait de s'appuyer sur la législation en vigueur en matière d'autorisation de défrichement. Ainsi, lorsqu'une parcelle était susceptible d'être défrichée sans autorisation, elle a été exclue des massifs boisés constitués.

Enfin, la réflexion s'est portée sur les orientations de la future réglementation, le zonage et le projet de règlement : le choix de reconduire dans son esprit la réglementation existante, avec quelques aménagements, a fait consensus au sein de la sous-commission.

Le 30 juin 2016

La sous-commission a travaillé sur les propositions de périmètres et de règlements à présenter à la CCAF.

Parallèlement aux réunions de la sous-commission, le prestataire a procédé à un certain nombre de visites de terrain et de rencontres avec les acteurs du territoire (élus, agriculteurs, forestiers et propriétaires fonciers, personnes intéressées au titre de la protection de l'environnement) pour, notamment :

- affiner le classement des parcelles incluses ou attenantes à un massif boisé,
- valider les enjeux liés aux boisements,
- recueillir les souhaits de chacun concernant la future réglementation.

La Commission Communale d'Aménagement Foncier s'est à nouveau réunie le 26 juillet 2016 en Mairie de La Pierre, et a proposé au Conseil départemental son projet de réglementation de boisement pour la commune de La Pierre.

⁴ Voir les comptes rendus des sous-commissions en annexe.

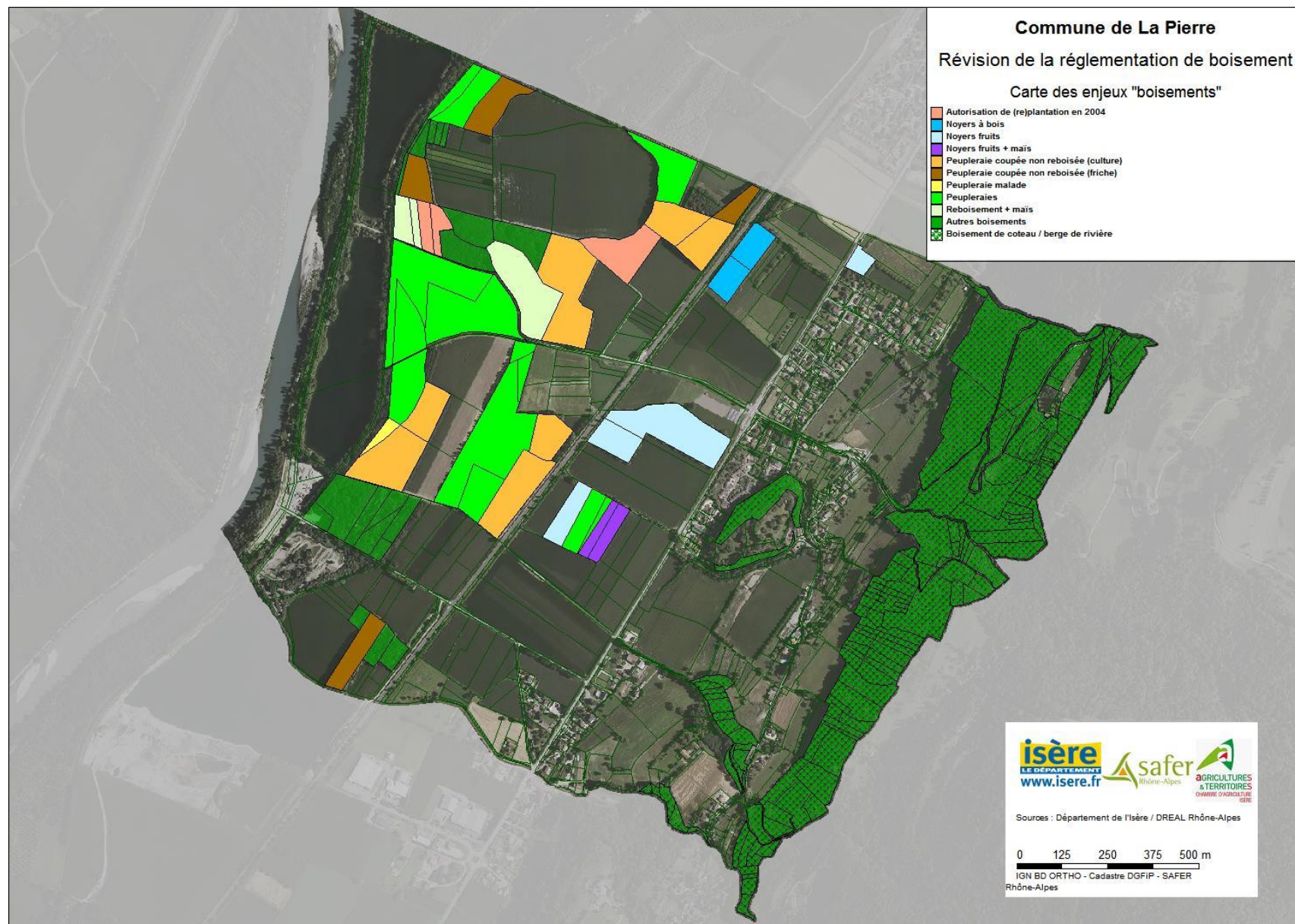


Figure n°7 : Carte des boisements.

Les principes retenus pour la révision de la réglementation de boisement

(cf. carte des zonages page 24).

Conformément à la délibération de cadrage prise par le Conseil départemental, les massifs boisés de plus de 4 ha (0.5 ha en forêt alluviale) et constitués depuis plus de 20 ans, sont classés dans **le périmètre libre au boisement**. Cette zone concerne essentiellement la forêt alluviale de l'Isère et les contreforts de Belledonne. La reconstitution de ces boisements après une éventuelle coupe rase ne pourra donc pas être remise en cause.

L'ensemble des parcelles boisées classées en Espace Boisé Classé (EBC) au document d'urbanisme ont également été intégrées en périmètre libre de boisement.

Les versants boisés des ruisseaux descendant des coteaux et les abords du Château, également boisés mais ne constituant pas un massif de plus de 4 ha, ont aussi été classés en périmètre libre de boisement.

La volonté de protéger les espaces agricoles de la plaine de l'Isère (entre la forêt alluviale et la RD 523) a été réaffirmée, et a conduit au classement de ces terrains dans **le périmètre interdit**. De même, les espaces urbanisés ou à urbaniser aux documents d'urbanisme ont-ils été classés dans ce périmètre interdit.

Les espaces agricoles des coteaux, dont le rôle a été souligné, tant sur un plan agricole qu'environnemental et paysager, ont aussi été classés en périmètre interdit de boisement.

Le **périmètre réglementé** concerne :

- les parcelles anciennement boisées entre la rivière Isère et la voie ferrée, et ayant fait l'objet d'une coupe rase il y a moins de cinq ans ;
- les parcelles boisées situées entre la voie ferrée et la RD 523, constituant un tènement de 1.5 ha planté en noyers noirs d'une part, et un tènement de 1 ha planté en peupliers d'autre part.

La répartition des parcelles entre les différents périmètres de la réglementation de boisement se fait de la façon suivante :

- Périmètre libre :	251 parcelles (ou parties de parcelles), 113 ha
- Périmètre réglementé :	14 parcelles (ou parties de parcelles), 16 ha
- Périmètre interdit :	624 parcelles (ou parties de parcelles), 173.5 ha

Les prescriptions applicables en périmètre réglementé dans la réglementation de boisement

Le règlement du périmètre réglementé a été établi conformément aux prescriptions de la délibération de cadrage du Conseil départemental.

En cas de boisement ou de reboisement, les distances de recul vis-à-vis des fonds voisins proposées sont, quelles que soient les essences :

- pour les fonds agricoles voisins non boisés, un **recul de 18m** par rapport à la limite de la parcelle,
- pour les cours d'eau, un **recul de 4m** par rapport au sommet de la berge, et 24 m par rapport à l'axe des cours d'eau qui divaguent,
- par rapport à la voirie publique : la distance minimale de recul à respecter est **de 2m** par rapport à la limite du domaine public⁵, hors chemins ruraux (les distances de recul pouvant être appliquées vis-à-vis des chemins ruraux ne relèvent pas de la réglementation de boisement, mais des articles D.161-22

⁵ La distance relative à la voirie prévue dans la délibération cadre n'est pas une distance minimale mais une distance fixe, notamment parce que le Département ne dépasse pas 2 m dans son règlement de voirie (distance issue du Code de la voirie routière).

et D. 161-24 du Code rural et de la pêche maritime. Ce point sera précisé dans la réglementation future),

- pour les habitations (par rapport à la limite du bâti) et les zones de loisirs, un **recul de 50m, en cas de boisement, et de 6m en cas de reboisement**.

Par ailleurs, la Commission Communale d'Aménagement Foncier a fait le choix de ne pas proposer d'interdiction d'essences dans le périmètre réglementé, ni de zones prédéfinies pour l'implantation de taillis à courte ou très courte rotation.

Il a également été acté que, conformément au Code Rural et de la pêche maritime, la réglementation de boisement ne s'applique pas aux parcs et jardins attenants à des habitations « **lorsqu'ils sont cadastrés comme tels** ».

Il est rappelé que les sapins de Noël font l'objet d'une réglementation spécifique et n'entrent pas dans le champ de la réglementation de boisement. Il en va de même pour les vergers, les truffières et les parcelles conduites en « agroforesterie ». Ces dernières pourront être autorisées, y compris en périmètre interdit, selon la définition suivante :

Les plantations d'arbres (essences forestières ou non) dans le cadre de systèmes agroforestiers, doit pouvoir être réalisée :

- soit par un propriétaire foncier qui souhaite orienter et valoriser son foncier agricole dans le cadre de systèmes agroforestiers. A condition pour lui de s'engager, dans le cadre d'un bail rural, à mettre les terrains concernés à disposition d'un exploitant agricole ou d'être lui-même un exploitant agricole.
- soit par un exploitant agricole, locataire en place, avec accord du propriétaire pour la réalisation de la plantation d'arbres agroforestiers.

Dans tous les cas, la plantation d'arbres (<200 unités/ha) doit s'accompagner d'une mise en valeur agricole des parcelles. La non-culture ou le non pâturage pendant 3 années consécutives est considérée comme le non-respect de cette obligation.

Enfin, en vertu d'usages locaux, la Commission Communale d'Aménagement Foncier souhaite rappeler que :

- concernant les noyers à fruits : « conformément aux usages locaux admis dans le département, les noyers à fruits seront toutefois autorisés dans les périmètres interdits et réglementés avec un recul minimal de six mètres vis-à-vis des fonds voisins ».
- concernant la replantation de parcelles déjà boisées : il est d'usage localement de respecter une distance de recul pour les parcelles faisant l'objet d'un reboisement, vis-à-vis des fonds agricoles voisins et des voiries.
- Concernant les haies et plantations linéaires en périmètre interdit : il est rappelé que les haies champêtres (haies libres, haies taillées, petits brise-vent) et les alignements sont exclus de la réglementation de boisement.

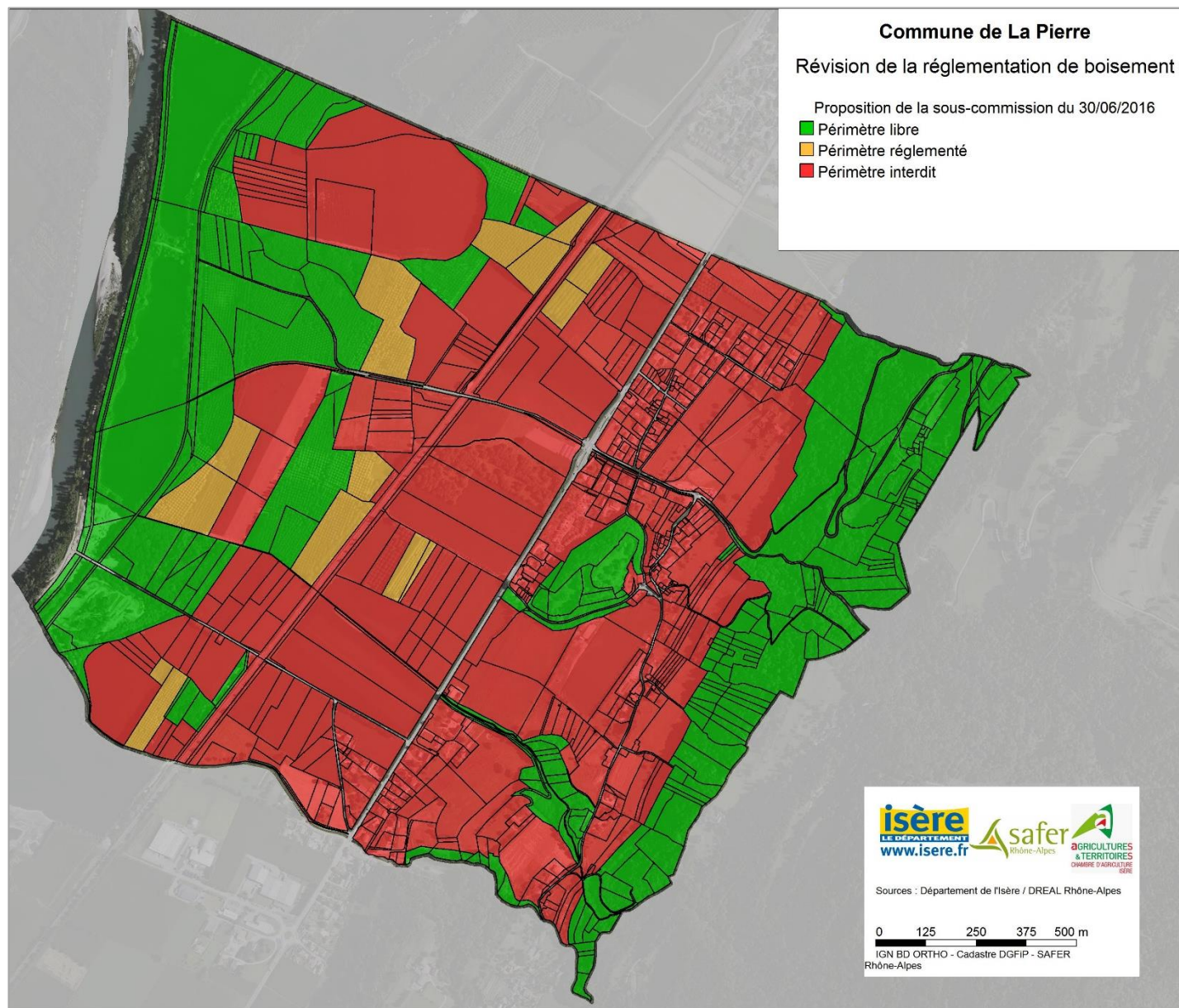


Figure n°8 : Carte des périmètres.

Annexes

TABLE DES ANNEXES

Procès-verbal de la réunion de la Commission Communale d'Aménagement Foncier
du 30/07/2015 _____ p. I

Compte-rendu de la réunion de la sous-commission du 08/09/2015 _____ P. V

Compte-rendu de la réunion de la sous-commission du 03/03/2016 _____ P. IX

Compte-rendu de la réunion de la sous-commission du 30/06/2016 _____ P. XIII

Procès-verbal de la réunion de la Commission Communale d'Aménagement Foncier
du 26/07/2016 _____ P. XVIII

COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE LA PIERRE

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 30 JUILLET 2015

L'an 2015, le 30 juillet à 9 heures 30 s'est réunie en mairie de La Pierre, la Commission communale d'aménagement foncier (CCAF) de La Pierre, constituée par arrêté du Président du Département de l'Isère en date du 16 juin 2015 sous la présidence de Madame Marie-France Bacuvier, désignée par le Tribunal de Grande Instance de Grenoble.

Après avoir été régulièrement convoqués, étaient présents avec droit de vote :

- Mme. Marie-France Bacuvier, Présidente de la Commission (titulaire avec les pouvoirs de M. Arnaud Callec, M. Guillaume Courtois et M. Christian Boulais)
- M. Jean-Paul Durand, maire de La Pierre (titulaire)
- Mme Ilona Genty, conseillère municipale de la Commune de la Pierre (titulaire)
- M. Laurent Durand, propriétaire de biens fonciers non bâtis (titulaire)
- Mme Christine Doval, propriétaire de biens fonciers non bâtis (titulaire)
- M. Paul Henri, propriétaire de biens fonciers non bâtis (suppléant)
- M. Jean-Michel Perrin, exploitant agricole (titulaire)
- M. Jérôme Charles, exploitant agricole (titulaire)
- M. Richard Charles, exploitant agricole (titulaire)
- Mme Danielle Perrin, propriétaire de biens fonciers forestiers (titulaire)
- M. Philippe Raymond, propriétaire de biens fonciers forestiers (titulaire)
- M. André Delpierre, propriétaire de biens fonciers forestiers (titulaire)
- M. Christophe Chauvin, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (titulaire)
- M. Guy Etelin, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (titulaire)
- M. Olivier Périn, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (suppléant)

Assistaient également à la réunion sans droit de vote :

- M. Gérard Montel, exploitant agricole (suppléant)
- M. Patrick Deschamps, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (suppléant)

Etaient excusés en ayant transmis un pouvoir :

- M. Arnaud Callec, Conseil départemental de l'Isère
- M. Guillaume Courtois, Conseil départemental de l'Isère
- M. Christian Boulais, représentant des services fiscaux

Etaient excusés sans transmettre de pouvoir :

- M. Jean-Pierre Requillart, Président de la commission (suppléant)
- Mme Flavie Rebotier, conseillère départementale (titulaire)
- M. Christian Coigné, conseiller départemental (suppléant)
- M. Eric Jacob, propriétaire de biens fonciers forestiers (titulaire)
- M. Guy Montel, exploitant agricole (suppléant)
- M. Michel Perrin, propriétaire de biens fonciers forestiers
- Mme. Yvonne Coing-Belley, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (titulaire)
- Mme Anne-Sophie Croyal, agent du Département
- Mme Nathalie De Yparraquière, agent du Département
- M. Gilles Vaudelin, représentant de l'INAO

Le secrétariat de la séance est assuré par Mme Delphine Stoppiglia, Département de l'Isère.

Les prestataires en charge de l'étude sont représentés par Marc Gaillet et Laurent Malcayran (SAFER Rhône-Alpes), accompagnée par Aurélie Vilatte (Chambre d'Agriculture de l'Isère).

La Présidente ouvre la séance et constate que la Commission réunit les conditions pour délibérer valablement en application de l'article R.121-4 du Code rural et de la pêche maritime car le quorum est atteint (18 membres sur 21 ayant voix délibérative).

Elle explique le rôle de cette Commission et rappelle que la compétence liée à la réglementation des boisements est aujourd'hui du ressort du Département après avoir été de celui de l'Etat. Elle souligne également que la réglementation de boisement actuelle de la commune de La Pierre n'est pas très vieille car datant de 2004.

M. Jean-Paul Durand, maire de La Pierre souhaite la bienvenue à tous les participants de cette Commission et explique que la demande de révision de la réglementation des boisements fait suite à l'alerte d'un élu présent dans le précédent Conseil municipal sur la caducité de l'actuel périmètre interdit.

Mme Bacuvier, présidente de la Commission, propose à tout le monde de se présenter. Un tour de table est donc effectué.

1. Présentation de la procédure

La présentation s'appuie sur un diaporama, qui figure en annexe de ce présent procès-verbal.

Delphine Stoppiglia, la secrétaire de la Commission présente la procédure jusqu'à la diapositive n°9 puis Laurent Malcayran, prestataire mandaté par le Département, finit le reste de la présentation sur les modalités de l'étude.

Richard Charles demande si toutes les communes sont concernées par une révision de la réglementation de boisements. Marc Gaillet répond que seules les communes qui en font la demande auprès du Département entrent dans cette procédure. Il précise que pour le moment les communes ayant révisé leur réglementation sont : Le Moutaret, Mont-Saint-Martin, Saint-Martin d'Uriage, La Terrasse, Le Touvet, Revel, Saint-Jean le Vieux, La Motte d'Aveillans, Laval, Les Avenières et Saint-Nazaire les Eymes.

Christophe Chauvin demande si le Département fait de la publicité pour informer les communes de la procédure. Delphine Stoppiglia répond qu'aucune publicité n'est faite, les demandes émanent des communes sous la forme d'un courrier.

Concernant l'état des lieux Aurélie Villate explique que beaucoup d'éléments ont été mis dans le PLU arrêté.

Laurent Malcayran revient ensuite sur la consultation des différents acteurs du terrain : agriculteurs, propriétaires forestières, technicien CRPF, Communauté de communes afin d'examiner les différents enjeux. Il précise qu'il sera possible de solliciter d'autres personnes au cours de la procédure ainsi que des experts lors des sous-commissions.

Christophe Chauvin demande si la fédération de chasse a été consultée pour la mise en œuvre de la procédure. Marc Gaillet répond qu'elle sera rencontrée lors des consultations. Delphine Stoppiglia précise qu'elle a également été contactée lors de la constitution de la Commission d'aménagement foncier pour être personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages.

2. Constitution d'une « sous-commission »

Delphine Stoppiglia explique que de la sous-commission a pour rôle de préparer les décisions de la Commission en définissant des projets de règlement et de périmètre, notamment par des visites de terrain et des rencontres avec des « personnes ressources » du territoire. Mme Bacuvier ajoute que celle-ci se réunit 3 fois dans l'année à venir.

La Présidente invite les membres de chaque collège à participer. Les personnes volontaires sont les suivantes :

Mairie	Ilona Genty
Secrétaire de la CCAF	Delphine Stoppiglia
Agent du département	Anne-Sophie Croyal
Exploitants agricoles	Jean-Michel Perrin
	Richard Charles
	Gérard Montel
Propriétaires de biens fonciers forestiers	Lucien Rioux
	Danielle Perrin
	Philippe Raymond
Personnes qualifiées en faune, flore, protection de la nature et des paysages	Guy Etelin
	Christophe Chauvin

La Présidente propose de soumettre au vote le principe de la sous-commission ainsi que sa composition ci-dessus. Cette composition est adoptée à l'unanimité des présents.

L'animation de cette sous-commission sera assurée par Marc Gaillet et Laurent Malcayran.

3. Mesures transitoires à titre conservatoire

Delphine Stoppiglia indique que le Code rural et de la pêche maritime permet au Président du Département de prendre des mesures transitoires à titre conservatoire valables le temps de l'élaboration de la nouvelle réglementation. Ainsi, il peut édicter à l'intérieur d'un périmètre défini et à titre conservatoire des mesures d'interdiction ou de restriction des semis, plantations et replantations d'essences forestières. Pour cela, le Département souhaite recueillir l'avis de la commission.

Laurent Malcayran présente la réglementation des boisements actuelle afin que la Commission puisse statuer sur les mesures transitoires à titre conservatoire.

La Présidente propose de soumettre au vote le principe de réactiver les périmètres de la précédente réglementation. Ce principe est adopté à l'unanimité des présents.

4. Questions diverses

Christophe Chauvin demande ce que l'on met derrière le terme « ripisylve ». Marc Gaillet répond que dans la délibération cadre les ripisylves sont d'une largeur inférieure à 20 m, existantes ou à créer avec des essences adaptées aux milieux alluviaux.

Guy Etelin demande si les noyers à bois sont soumis à la réglementation des boisements. Marc Gaillet répond que c'est le cas contrairement aux noyers à fruits qui sont considérés comme une activité agricole.

Il a été évoqué la notion d'agroforesterie pour savoir si elle était soumise ou non à la réglementation des boisements. L'agroforesterie dans la délibération cadre est exclue de cette réglementation, elle est donc possible sur l'ensemble du périmètre. Olivier Périn précise qu'à sa connaissance, il n'en existe pas si la commune de la Pierre.

Pour finir, la date de la première sous-commission est fixée au Mardi 8 septembre à 9h dans la salle du conseil à la mairie de La Pierre.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance après avoir remercié tous les membres de leur travail.

La Présidente,

La secrétaire de séance,

Marie-France Bacuvier

Delphine Stoppiglia

PV (avec son annexe) :

- A faire figurer sur le registre prévu à l'article R. 121-4 du Code rural et de la pêche maritime
- A notifier aux membres (titulaires et suppléants) de la CCAF

Décisions de la CCAF :

- à afficher en mairie et à transmettre au président du Département et au préfet dans les conditions de l'article R. 121-6 du code rural

REVISION DE LA REGLEMENTATION DE BOISEMENT

COMMUNE DE LA PIERRE

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DE LA SOUS-COMMISSION
DU MARDI 08 SEPTEMBRE 2015 A 09H A LA MAIRIE DE LA PIERRE

Étaient présents :

Nom et prénom	Collège
Mme GENTY Ilona	Mairie de La Pierre
M. CHARLES Richard	Exploitants Agricoles
M. CHAUVIN Christophe	Personne Qualifiée pour la Protection de la Nature
Mme CROYAL Anne-Sophie	Conseil départemental 38
M. ETELIN Guy	Personne Qualifiée pour la Protection de la Nature
M. MONTEL Gérard	Exploitants Agricoles
Mme PERRIN Danielle	Propriétaires Forestiers
M. PERRIN Jean-Michel	Exploitants Agricoles
M. RIOUX Lucien	Propriétaires Forestiers
Mme STOPPIGLIA Delphine	Conseil départemental 38
Mme VILATTE Aurélie	Chambre d'agriculture - prestataire
M. GAILLET Marc	SAFER Rhône-Alpes - prestataire
M. MALCAYRAN Laurent	SAFER Rhône-Alpes - prestataire

Laurent MALCAYRAN présente ensuite l'ordre du jour, qui comprend les points suivants :

- 1- Bilan de l'application de la précédente réglementation
- 2- Définition des massifs boisés de plus de 4 ha (0.5 ha pour la forêt alluviale)
- 3- Bilan de la bibliographie existante pour l'élaboration du diagnostic
- 4- Liste des acteurs à rencontrer
- 5- Indentification des bâtiments agricoles
- 6- Calendrier de travail
- 7- Questions diverses

1- Bilan de l'application de la précédente réglementation

- voir diaporama joint -

Depuis l'instauration de la précédente réglementation de boisements en juillet 2004, aucune demande d'autorisation de plantation ou de replantation n'a été instruite sur la commune de La Pierre.

En revanche, deux demandes d'autorisation de plantation avaient été déposées en février 2004, avant que l'arrêté préfectoral ne soit pris. Ces demandes ont été instruites et validées par la DDAF, en charge de l'application de la réglementation à l'époque. Elles portaient sur une surface totale de 2.4 ha, située dans le futur périmètre réglementé.

L'analyse comparée des photographies aériennes de 1998 et 2012 permet de mesurer l'évolution des boisements, en particulier dans la plaine, en repérant les secteurs qui étaient boisés initialement avant d'être déboisés, et ceux qui à l'inverse ont été plantés dans le même laps de temps. Cette analyse a été complétée par un relevé de terrain qui a permis d'identifier des parcelles ayant fait l'objet d'une coupe de bois au cours des hivers 2012/2013 et 2014/2015. Nous ne savons pas actuellement si ces parcelles sont destinées à être reboisées ou non.

2- Définition des massifs boisés.

L'objectif de ce travail est de définir le périmètre d'application possible de la future réglementation, à savoir les parcelles non boisées ou les parcelles boisées situées dans les massifs d'une surface inférieure au seuil de 4 ha défini dans la délibération de cadrage du Département. Ce seuil est fixé à 0.5 ha pour la forêt alluviale.

Un prétraitement cartographique a permis de repérer les massifs boisés de plus de 4 ha situés sur le territoire communal. Une visite de terrain, a permis d'affiner cet inventaire des massifs boisés.

Ce prétraitement a été présenté aux membres de la sous-commission, dont la connaissance du territoire communal a permis de valider les informations récoltées (voir la carte jointe).

Toutefois, plusieurs points restent à définir de façon plus précise :

- la notion de forêt alluviale : afin de mettre en place une cohérence d'ensemble entre les différentes procédures, des convergences pourraient être établies avec le périmètre du futur Espace Naturel Sensible (ENS) forêt alluviale de l'Isère sur le territoire communal. Le Département fournira le tracé de ce futur ENS afin de pouvoir travailler dessus ;
- quelques parcelles boisées ont fait l'objet d'une coupe lors de l'hiver 2012/2013. Or, ces parcelles faisaient partie de tènements boisés de plus de 4 ha, dont la surface est susceptible de passer en dessous de ce seuil si de nouvelles plantations n'étaient pas réalisées dans les 5 ans suivant la coupe. Des renseignements seront donc pris auprès du propriétaire concerné afin de connaître les modalités de ces coupes boisées, le devenir des parcelles concernées ; nous pourrions ainsi définir de façon précise les contours des massifs boisés de plus de 4 ha sur la commune.

3- Bilan de la bibliographie.

- voir diaporama joint -

Parmi les sources documentaires évoquées :

- le rapport de présentation du PLU ;
- les données issues du SCoT de la Région grenobloise ;
- les données du Département concernant les corridors biologiques et le projet d'ENS ;

- les données du SYMBHI concernant les casiers d'inondation.

4- Liste des acteurs à rencontrer.

- voir diaporama joint -

Pas de remarques particulières. D'autres acteurs, notamment le Symbhi, dont les études et les travaux concernent une partie de la commune de La Pierre, seront rencontrés ou associés aux travaux de la sous-commission au fur et à mesure de l'avancement de l'étude.

5- Identification et localisation des bâtiments agricoles.

Les membres de la sous-commission ont ensuite entrepris un travail de localisation et d'identification des bâtiments agricoles sur la commune ; 6 sièges d'exploitation ont été localisés.

6- Planning prévisionnel de la sous-commission.

- voir diaporama joint -

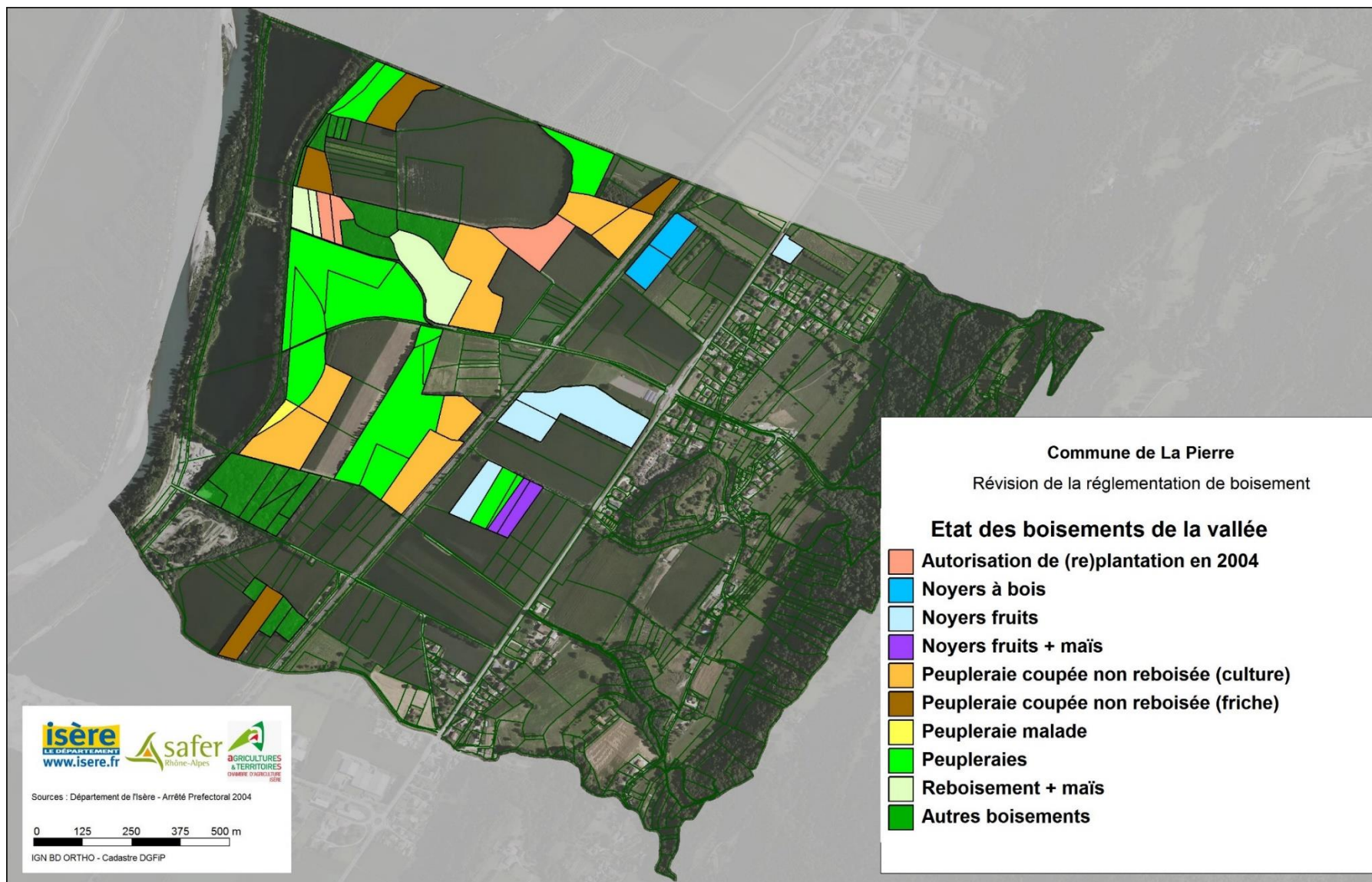
La prochaine réunion de la sous-commission est programmée pour février 2016.

7- Suite de la procédure – questions diverses.

En l'absence de questions diverses, la séance est levée.

Le Prestataire

SAFER Rhône-Alpes



REVISION DE LA REGLEMENTATION DE BOISEMENT

COMMUNE DE LA PIERRE

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DE LA SOUS-COMMISSION
DU JEUDI 3 MARS 2016 A 14H A LA MAIRIE DE LA PIERRE

Étaient présents :

Nom et prénom	Collège
Mme GENTY Ilona	Mairie de La Pierre
Mme CROYAL Anne-Sophie	Conseil départemental 38
M. PERRIN Jean-Michel	Exploitants Agricoles
Mme STOPPIGLIA Delphine	Conseil départemental 38
Mme VILATTE Aurélie	Chambre d'agriculture - prestataire
M. GAILLET Marc	SAFER Rhône-Alpes - prestataire
M. MALCAYRAN Laurent	SAFER Rhône-Alpes - prestataire

Était excusée :

Nom et prénom	Collège
Mme PERRIN Danielle	Propriétaires Forestiers

Mme GENTY accueille les participants et introduit la réunion de la sous-commission.

Laurent MALCAYRAN présente ensuite l'ordre du jour, qui comprend les points suivants :

- 1- Premiers éléments de diagnostic : définition des enjeux
- 2- Mise en place d'une première ébauche de zonage
- 3- Réflexion sur les prescriptions
- 4- Planning prévisionnel de la suite de la procédure
- 5- Constitution de groupes de travail
- 6- Questions diverses

- voir diaporama joint -

1- Premiers éléments de diagnostic : définition des enjeux

a. Urbanisme

L'urbanisation sur la commune de La Pierre se caractérise par :

- ✓ un taux d'urbanisation moyennement élevé, et une dynamique d'artificialisation assez soutenue depuis 1968, même si les taux sont inférieurs aux moyennes enregistrées à l'échelle de la vallée du Grésivaudan,
- ✓ un développement restreint des surfaces à vocation économique,
- ✓ une croissance démographique très forte sur les cinquante dernières années (portée par un solde migratoire positif),
- ✓ conséquence : consommation de foncier agricole (5 ha sur la période comprise entre 1999 et 2013).

23 ha sont répertoriés au titre des Espaces Boisés Classés (e.b.c.) dans le document d'urbanisme en vigueur; ils portent ponctuellement sur des terrains non boisés. Ils se concentrent sur une partie des espaces boisés de la plaine alluviale, et le long des ruisseaux qui descendent des coteaux.

Un rappel est fait concernant les incidences d'un classement en e.b.c. (*interdiction de tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements*).

b. Agriculture

L'agriculture sur la commune de La Pierre se caractérise par :

- ✓ une part assez limitée des espaces agricoles (la moitié de la surface cadastrale),
- ✓ une diminution importante du nombre d'exploitations agricoles (7 ont leur siège sur la commune) et du nombre d'Unités de Travail Agricole,
- ✓ une concentration des espaces agricoles entre la voie ferrée et la RD 523, ainsi qu'entre la voie ferrée et l'Isère d'une part, et sur les coteaux d'autre part,
- ✓ une prédominance des grandes cultures (céréales et oléoprotéagineux),
- ✓ des enjeux liés à la préservation du potentiel agricole, au maintien du cadre de vie et à la biodiversité.

c. Environnement

- voir diaporama joint⁶ -

Les enjeux environnementaux portent essentiellement sur :

- ✓ le secteur de la plaine de l'Isère :
 - ZNIEFF de type 1 : L'Isère de Pontcharra à Villard-Bonnot
 - ZNIEFF de type 2 : Zone fonctionnelle de la rivière Isère entre Cevins et Grenoble
 - Zone humide des lles
 - Espace Naturel Sensible « Forêts alluviales du Grésivaudan »
- ✓ le corridor écologique relayant le secteur de plaine au secteur de coteaux.

Ces enjeux sont repris dans le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de Rhône-Alpes et dans le Schéma de Cohérence territoriale (SCoT) de la Région Urbaine Grenobloise.

⁶ Dans le rapport de présentation de la révision de la réglementation de boisements, chacun de ces zonages fera l'objet d'une description et d'une représentation cartographique spécifique afin de mieux appréhender et localiser les enjeux associés.

d. Risques naturels

- voir diaporama joint –

e. Eau Potable

- voir diaporama joint -

f. Paysages et patrimoine

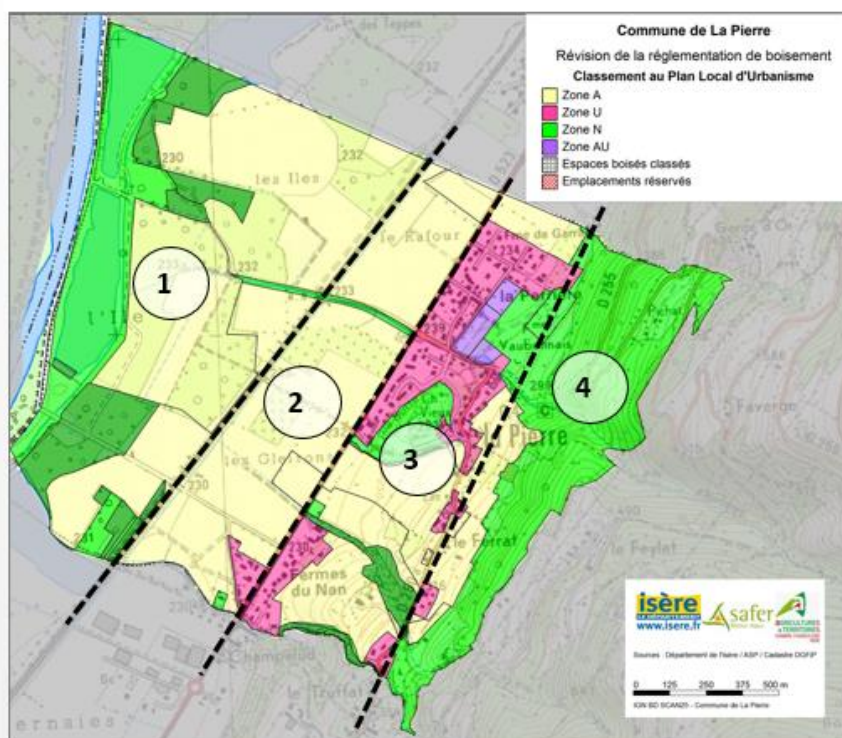
- voir diaporama joint -

g. Massifs boisés

- ✓ 78 ha réellement boisés environ sur la commune,
- ✓ Dont 69.5 ha dans des massifs boisés de plus de 4 ha, et 3.7 ha dans des massifs de plus de 0.5 ha situés dans le secteur de forêt alluviale,
- ⇒ La majeure partie des surfaces actuellement boisées sera de facto classée en périmètre libre de boisement
- ✓ Importance des boisements dans l'économie locale, dans la limitation des risques naturels (érosion, glissement de terrain ou inondation) et dans la préservation de la qualité de l'eau.

2- Première ébauche de zonage

La synthèse des enjeux présentés ci-avant aboutit à la définition de 4 grands ensembles sur le territoire communal répondant chacun à des problématiques particulières.



1 : Plaine connectée à l'Isère

⇒ Enjeu de préservation de la plaine agricole et des paysages ouverts, et préservation des boisements alluviaux

2 : Plaine agricole centrale

⇒ Enjeu de préservation de la plaine agricole et des paysages ouverts, et des corridors écologiques

3 : Zone urbanisée

⇒ Enjeu de préservation des zones habitées, des secteurs agricoles de coteau, et des corridors

4 : Coteaux boisés et prairies

⇒ Enjeu de préservation des boisements / préservation des milieux ouverts

3- Réflexion sur les prescriptions

Rappel des principes de la réglementation de boisement et des principes édictés dans la délibération de cadrage du Conseil départemental de l'Isère.

- voir diaporama joint -

4- Planning prévisionnel de la suite de la procédure

- voir diaporama joint -

5- Constitution de groupes de travail

M. MALCAYRAN indique qu'il serait opportun de réaliser des rencontres « par collège » afin d'affiner les enjeux liés aux boisements sur la commune.

Ces rencontres auraient aussi pour but de recueillir, le plus librement possible, les avis de chacun sur ce que pourraient être le zonage et les prescriptions de la future réglementation de boisement, de manière à préparer la prochaine réunion de la sous-commission qui travaillera sur ce sujet.

Sont ainsi envisagées des réunions :

- du « collège agricole », à laquelle seront invités les exploitants basés à La Pierre, ainsi que tout autre personne identifiée par ces exploitants et pouvant nous livrer son expertise sur les enjeux agricoles de la commune,
- du « collège forestier », qui réunira les propriétaires forestiers de la commune, un représentant du CRPF ainsi que tout autre personne identifiée par ces propriétaires forestiers et pouvant nous livrer son expertise sur les enjeux forestiers de la commune,
- du « collège environnement », regroupant les personnes en charge de l'environnement au Conseil départemental, la LPO et l'association Grésivaudan Nord Environnement,
- une réunion sera également programmée avec les représentants de la Commune.

Ces groupes de travail seront aussi l'occasion de mobiliser les membres de la sous-commission afin qu'ils soient tous présents lors de la 3^{ème} réunion, dont l'objet sera de définir les zonages et les prescriptions qui seront par la suite proposés à la CCAF.

6- questions diverses.

En l'absence de questions diverses, la séance est levée.

Le Prestataire

SAFER Rhône-Alpes

REVISION DE LA REGLEMENTATION DE BOISEMENT

COMMUNE DE LA PIERRE

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DE LA SOUS-COMMISSION

DU JEUDI 30 JUIN 2016 A 9H A LA MAIRIE DE LA PIERRE

Étaient présents :

Nom et prénom	Collège
Mme GENTY Ilona	Mairie de La Pierre
Mme CROYAL Anne-Sophie	Conseil départemental 38
Mme PERRIN Danielle	Propriétaires Forestiers
M. RIOUX Lucien	Propriétaires Forestiers
M. CHARLES Richard	Exploitants Agricoles
Mme STOPPIGLIA Delphine	Conseil départemental 38
Mme DOUCET Charlotte	Chambre d'agriculture - prestataire
M. GAILLET Marc	SAFER Rhône-Alpes - prestataire
M. MALCAYRAN Laurent	SAFER Rhône-Alpes - prestataire

Étaient excusés :

Nom et prénom	Collège
M. PERRIN Jean-Michel	Exploitants Agricoles
M. MONTEL Gérard	Exploitants Agricoles
M. CHAUVIN Christophe	Personne Qualifiée pour la Protection de la Nature
M. ETELIN Guy	Personne Qualifiée pour la Protection de la Nature

Mme GENTY accueille les participants et introduit la réunion de la sous-commission.

Laurent MALCAYRAN présente ensuite l'ordre du jour, qui comprend les points suivants :

- 1- Proposition de zonage (périmètres libre / réglementé / interdit)
- 2- Proposition de distances minimales de recul dans le périmètre réglementé
- 3- Déroulé de la 2^{ème} CCAF
- 4- Planning prévisionnel de la suite de la procédure
- 5- Questions diverses

Il rappelle que l'objet de cette réunion de la sous-commission est d'arrêter un projet de réglementation de boisement pour la commune de La Pierre, qui sera présenté et voté en Commission Communale d'Aménagement Foncier.

- voir diaporama joint –

1- Proposition de zonage (périmètres libre / réglementé / interdit)

a- contexte

En préalable, Laurent MALCAYRAN rappelle les éléments à prendre en considération pour établir le zonage de la future réglementation :

- la carte de synthèse des enjeux issue du travail de diagnostic,
- la carte des massifs boisés de plus de 4 ha (0,5 ha pour la forêt alluviale) qui, conformément à la délibération cadre du Département, seront classés en périmètre libre de boisement,
- la carte des Espaces Boisés Classés tels qu'ils figurent dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune (approuvé en juin 2016), en rappelant que la reconstitution après coupe rase d'un EBC ne peut être interdite,
- les espaces urbanisés en rappelant que la réglementation de boisements ne s'applique pas aux Parcs et Jardins attenants à des habitations lorsqu'ils sont cadastrés comme tels.

Il est ensuite rappelé les différentes rencontres préparatoires qui se sont tenues avec :

- la Commune de La Pierre le 15/06/2016 matin
- les collèges « Exploitants agricoles » et « Forestiers » le 15/06/2016 matin
- le collège « Environnement » le 23/06/2016 après-midi.

b- Principes du zonage

Les trois groupes de travail consultés ont sensiblement acté des mêmes principes pour établir la proposition de zonage de la future réglementation de boisement de La Pierre, à savoir :

- classer en périmètre libre :
 - toutes les parcelles boisées attenantes ou incluses dans les massifs boisés identifiés (massifs de plus de 4ha, et de plus de 0,5 ha en forêt alluviale),
 - les parcelles ou partie de parcelles classées en EBC dans le PLU de la commune,
 - les parcelles boisées situées autour du Château,
 - les parcelles longeant la rivière Isère.
- classer en périmètre interdit :
 - les zones urbaines ou à urbaniser: même si la réglementation des boisements ne s'applique pas aux parcs et jardin, ce choix permettra d'éviter l'implantation de parcelles boisées à proximité immédiate ou dans les « dents creuses » du tissu urbain ;
 - les espaces agricoles (coteaux, plaine centrale et plaine connectée à l'Isère) : l'objectif affiché de cette réglementation de boisement est de préserver les espaces agricoles sur le territoire de la commune ;
- classer en périmètre réglementé les tènements situés dans la plaine connectée à l'Isère et ayant fait l'objet d'un déboisement il y a quelques années, afin de permettre un reboisement de ces parcelles tout en préservant le potentiel agricole des parcelles exploitées aux abords.

c- Parcelles dont le zonage doit faire l'objet d'un arbitrage

Dans la partie de la plaine agricole située entre la voie ferrée et la route départementale, quatre parcelles boisées, regroupées en deux tènements de 1,5 ha et 1 ha, ont fait l'objet d'un projet de classement différent entre :

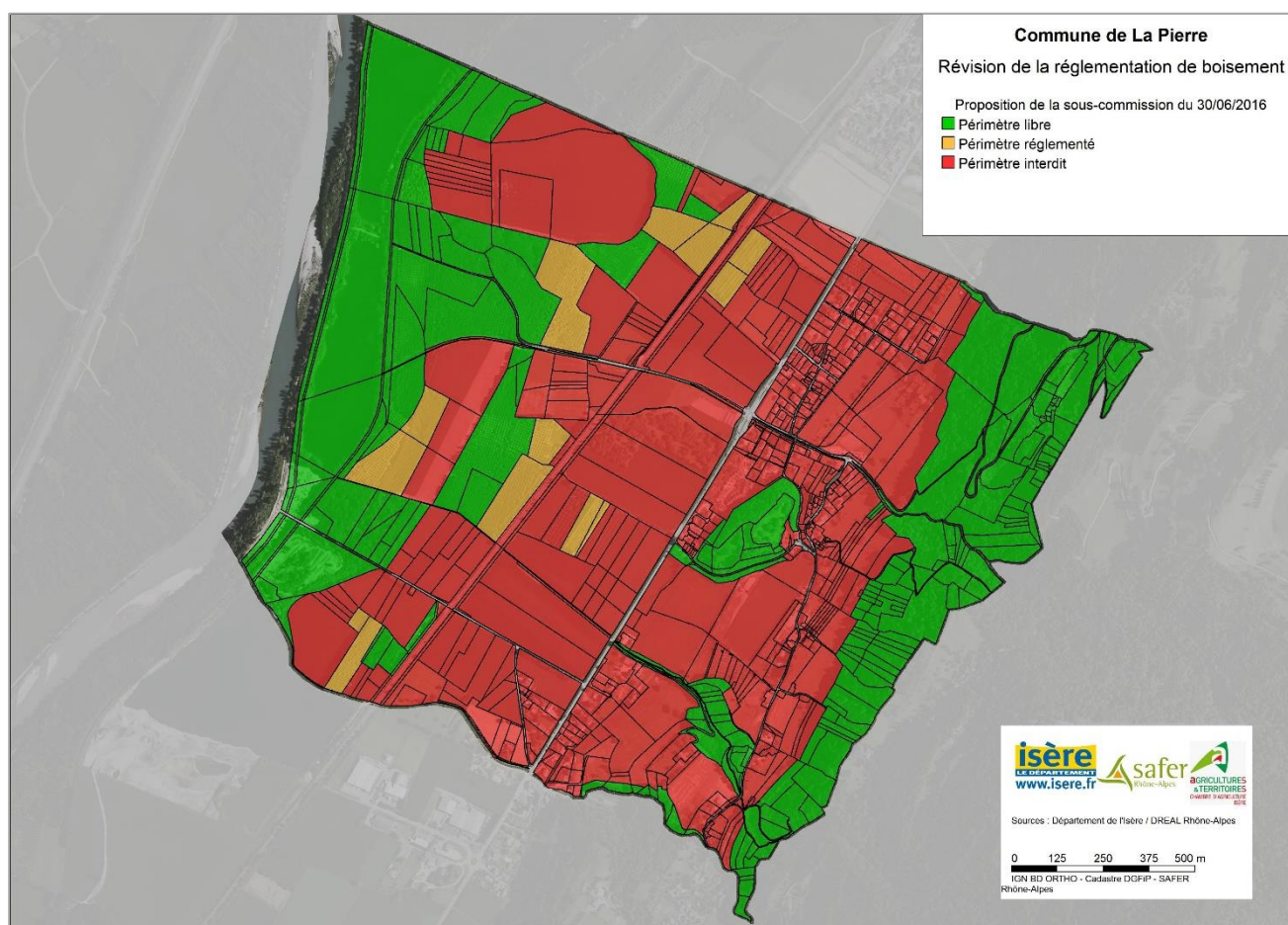
- la Commune et le collège « Environnement » qui les ont proposées en périmètre libre, afin de maintenir une continuité écologique entre la prairie connectée à l'Isère et les coteaux,
- les collèges « Exploitants agricoles » et « Forestiers » qui les ont proposées en périmètre interdit, afin de protéger les parcelles agricoles situées à proximité, en empêchant tout reboisement si ces parcelles faisaient l'objet d'une coupe rase.

Afin de concilier ces deux enjeux, il a été proposé que ces quatre parcelles soient proposées en périmètre réglementé : leur reboisement après coupe rase serait donc possible, dans la mesure où une distance de recul serait appliquée vis-à-vis des fonds agricoles voisins. Ces parcelles ayant été plantées en respectant une distance de recul, ce classement permettrait de maintenir la situation existante.

Par ailleurs, la valorisation écologique du site de la gravière de Manon, prévue dans le cadre des travaux du SYMBHI, n'est pas remise en question par le projet de zonage envisagé sur ce site (périmètre libre de boisement).

A l'issue de la réunion de la sous-commission, la proposition de zonage est la suivante :

Périmètre LIBRE	251 parcelles (ou parties de parcelles)	113 ha
Périmètre REGLEMENTE	14 parcelles (ou parties de parcelles)	16 ha
Périmètre INTERDIT	624 parcelles(ou parties de parcelles)	173,5 ha



2- Proposition d'un règlement et de distances minimales de recul dans le périmètre réglementé

Laurent MALCAYRAN rappelle quelques principes de la future réglementation :

- **durée de validité du périmètre interdit** : 15 ans. A défaut de révision de la réglementation de boisement, il deviendra un périmètre réglementé, d'où l'attention particulière à porter au règlement même s'il ne concerne, dans la proposition actuelle, qu'un nombre limité de parcelles.
- éléments exclus du champ d'application de la réglementation de boisement : voir délibération cadre du Département et document joint ;

- l'entretien des parcelles en périmètre interdit et de la distance de recul en périmètre réglementé incombe aux propriétaires des parcelles. Si le propriétaire ne le fait pas, une mise en demeure par le Président du Conseil départemental de procéder au débroussaillage dans un délai de 6 mois est possible. Si les travaux ne sont pas exécutés dans le délai imparti, possibilité par la commune ou l'EPCI de faire exécuter les travaux ;
- cas particuliers:
 - les plantations agroforestières sont considérées comme des espaces agricoles dans la délibération de cadrage du Département, à la condition qu'ils respectent un certain nombre de principes (pérennité de l'activité agricole, statut de l'exploitant, densité et distance de recul des arbres forestiers ...). Dès lors, ces plantations peuvent être installées y compris dans les périmètres interdits de la réglementation de boisement.
 - les taillis à courte et très courte rotations sont assimilés à des boisements à part entière. La délibération de cadrage du Département prévoit qu'ils puissent faire l'objet d'un périmètre réglementé spécifique*.

Laurent MALCAYRAN rappelle ensuite les distances de recul minimales édictées par la délibération de cadrage du Département en fonction de la nature du fonds voisin, et les distances de recul figurant dans la précédente réglementation datant de juillet 2004.

Les membres de la sous-commission ont discuté des distances à retenir à partir des propositions formulées par les groupes du travail, et les distances de recul suivantes ont été retenues pour être proposées à la Commission Communale d'Aménagement Foncier.

Nature du fonds voisin	Minima (délibération cadre)	Propositions de la sous-commission	
Agricole non boisé	4 m / limite	12 m / limite	18 m / limite
Voirie (hors chemins ruraux)	2 m / limite du domaine public	4 m / limite du domaine public	
Habitation et ERP (boisement)	30 m / mur	50 m / mur	
Habitation et ERP (reboisement)	6 m / limite	6 m / limite	
Cours d'eau	4 m / sommet des berges	4 m / sommet des berges	
Cours d'eau divaguant	24 m / axe du cours d'eau	24 m / axe du cours d'eau	

Il n'y a pas eu de consensus concernant la distance de recul vis-à-vis des fonds agricoles voisins non boisés : les membres de la sous-commission ont souhaité laisser à la Commission communale d'Aménagement Foncier le soin de trancher entre les deux propositions formulées.

Par ailleurs, il est rappelé que les distances de recul pouvant être appliquées vis-à-vis des chemins ruraux ne relèvent pas de la réglementation de boisement, mais des articles D.161-22 et D. 161-24 du Code rural et de la pêche maritime. Ce point sera précisé dans la réglementation future.

La sous-commission n'a par ailleurs pas souhaité que les distances de recul proposées soient modulées en fonction des essences : ces distances de recul s'imposeraient quelles que soient les essences. Elle n'a pas non plus souhaité que soit édictée l'interdiction d'essences forestières particulières.

Enfin, la sous-commission propose de ne pas créer de périmètres réglementés spécifiques aux taillis à courte ou très courte rotation.

Autres remarques :

- concernant les noyers à fruits : il était inscrit dans la précédente réglementation que : *« conformément aux usages locaux admis dans le département, les noyers à fruits seront toutefois autorisés dans les périmètres interdits et réglementés avec un recul minimal de SIX METRES vis-à-vis des fonds voisins »*
La sous-commission propose que cet usage soit inscrit dans la nouvelle réglementation.
- concernant la replantation des parcelles boisées ayant fait l'objet d'une coupe : Il est d'usage localement de respecter une distance de recul lors du reboisement, vis-à-vis des fonds agricoles voisins et des voiries, quel que soit le zonage des parcelles (libre ou réglementé).
La sous-commission propose que cet usage soit inscrit dans la nouvelle réglementation
- concernant les haies et plantations linéaires en périmètre interdit : il sera rappelé que les haies champêtres (haies libres, haies taillées, petits brise-vent) et les alignements sont exclus de la réglementation de boisement, et qu'ils peuvent donc être reconstitués après coupe rase, y compris en périmètre interdit de boisement.

3- Déroulé de la 2ème CIAF

La deuxième réunion de la Commission Communale d'Aménagement Foncier sera organisée **le mardi 26 juillet 2016 à 9h00** en Mairie de La Pierre.

Mme Delphine STOPPIGLIA du Conseil départemental de l'Isère et secrétaire de la CCAF insiste sur l'importance que membres de la Commission assistent à cette réunion ou, à défaut, se fassent représenter (pouvoir) car la CCAF ne peut valablement délibérer que si le quorum est atteint.

Laurent MALCAYRAN explique aux membres la sous-commission que cette CCAF sera l'occasion de :

- Présenter le rapport de la future réglementation
- Valider la carte de zonage et le règlement qui seront proposés au Conseil départemental
- Valider la carte et le listing parcellaires qui seront soumis à l'enquête publique
- Présenter le rapport de l'évaluation environnementale

4- Planning prévisionnel de la suite de la procédure

Laurent MALCAYRAN rappelle ensuite quelles seront les grandes étapes de la suite de la procédure après la 2ème CCAF et la validation du projet de réglementation par le Conseil départemental:

- Evaluation environnementale
- Enquête publique
- Avis des communes, de la Chambre départementale d'agriculture, du CRPF.
- Arrêt du Président du Conseil départemental, formalités d'affichage et de publicité
- Entrée en vigueur de la nouvelle réglementation.

5- Questions diverses.

En l'absence de questions diverses, la séance est levée.

Le Prestataire

SAFER Rhône-Alpes

COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE LA PIERRE

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 26 JUILLET 2016

L'an 2016, le 26 juillet à 9 heures s'est réunie en mairie de La Pierre, la Commission communale d'aménagement foncier (CCAF) de La Pierre, constituée par arrêté du Président du Département de l'Isère en date du 16 juin 2015 sous la présidence de Madame Marie-France Bacuvier, désignée par le Tribunal de Grande Instance de Grenoble.

Après avoir été régulièrement convoqués, étaient présents avec droit de vote :

- Mme Marie-France Bacuvier, Présidente de la Commission (titulaire avec les pouvoirs de Mme Flavie Rebotier, Mme Anne-Sophie Croyal et M. Arnaud Callec)
- M. Jean-Paul Durand, Maire de La Pierre (titulaire)
- Mme Ilona Genty, Conseillère municipale de la Commune de la Pierre (titulaire)
- M. Laurent Durand, propriétaire de biens fonciers non bâtis (titulaire)
- Mme Christine Doval, propriétaire de biens fonciers non bâtis (titulaire)
- M. Paul Henri, propriétaire de biens fonciers non bâtis (suppléant)
- M. Jean-Michel Perrin, exploitant agricole (titulaire)
- M. Jérôme Charles, exploitant agricole (titulaire)
- M. Richard Charles, exploitant agricole (titulaire)
- Mme Danielle Perrin, propriétaire de biens fonciers forestiers (titulaire)
- M. Michel Raffin-Peyloz, propriétaire de biens fonciers forestiers (suppléant)
- M. André Delpierre, propriétaire de biens fonciers forestiers (titulaire)
- M. Guy Etelin, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (titulaire avec le pouvoir de M. Patrick Deschamps)
- Mme Yvonne Coing-Bellet, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages (titulaire)

Etaient excusés en ayant transmis un pouvoir :

- Mme Flavie Rebotier, Conseillère départementale
- Mme Anne-Sophie Croyal, agent du Département de l'Isère
- M. Arnaud Callec, agent du Département de l'Isère
- M. Patrick Deschamps, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages

Etaient excusés sans avoir transmis de pouvoir :

- M. Jean-Pierre Requillart, Président de la commission (suppléant)
- M. Christian Coigné, Conseiller départemental (suppléant)
- M. Eric Jacob, propriétaire de biens fonciers forestiers (titulaire)
- M. Gérard Montel, exploitant agricole (suppléant)
- M. Guy Montel, exploitant agricole (suppléant)
- M. Philippe Raymond, propriétaire de biens fonciers forestiers
- M. Gilbert Charles, propriétaire de biens fonciers forestiers
- M. Christophe Chauvin, personne qualifiée en faune, flore, protection de la nature et des paysages
- Mme Nathalie De Yparraguire, agent du Département
- M. Guillaume Courtois, agent du Département
- M. Gilles Vaudelin, représentant de l'INAO

Le secrétariat de la séance est assuré par Mme Delphine Stoppiglia, agent du Département de l'Isère.

Les prestataires en charge de l'étude sont représentés par Marc Gaillet et Laurent Malcayran (SAFER Rhône-Alpes), accompagnés par Charlotte Doucet et Manuelle Glasman (Chambre d'Agriculture de l'Isère).

La Présidente ouvre cette 2^{ème} Commission d'aménagement foncier et constate que la Commission réunit les conditions pour délibérer valablement en application de l'article R.121-4 du Code rural et de la pêche maritime car le quorum est atteint (18 membres sur 21 ayant voix délibérative).

Monsieur Jean-Paul Durand, Maire de la commune souhaite la bienvenue à tous les membres de la commission.

La Présidente rappelle que la première commission a eu lieu il y a un an et remercie les membres de la sous-commission pour leur travail durant cette année et également la secrétaire pour l'organisation de cette 2^{ème} sous-commission.

1. Présentation des éléments de diagnostic

La présentation s'appuie sur un diaporama, qui figure en annexe de ce présent procès-verbal.

Monsieur Laurent Malcayran, prestataire mandaté par le Département de l'Isère, présente les éléments de diagnostic jusqu'à la diapositive n°29. Il précise également que le travail de la sous-commission a été envoyé à l'ensemble des membres de la Commission à l'issue de chaque réunion. Il indique également que l'ensemble des enjeux a été discuté en sous-commission et avec les différents collèges lors de réunions de travail.

Monsieur Laurent Malcayran explique que la carte de synthèse des enjeux, diapositive 29 est la ligne directrice fixée avec les membres de la sous-commission qui a permis de fixer les différents périmètres et le règlement.

A la fin de cette présentation, la Présidente demande aux membres de la commission s'il y a des questions ou des compléments à apporter. Aucune remarque ou question ne sont formulées.

2. Présentation du cadre réglementaire

Madame Delphine Stoppiglia présente le cadre réglementaire (diapositive n° 30 à 35).

Une discussion s'engage sur l'exclusion des vergers (y compris noyers à fruits et truffiers) de la réglementation des boisements (diapositive 35). Monsieur Jean-Michel Perrin demande si la proposition de la sous-commission de remettre une préconisation comme dans la précédente réglementation sur « un recul minimal de six mètres vis-à-vis des fonds voisins », « conformément aux usages locaux admis dans le département » pour « les noyers à fruits », peut être inscrite dans la nouvelle réglementation.

Madame Delphine Stoppiglia répond que l'on peut tout à fait remettre cette préconisation dans la nouvelle réglementation mais qu'il s'agit d'un usage local qui ne peut être juridiquement opposable, le Code rural et de la pêche maritime considérant les vergers et noyers à fruits comme des parcelles agricoles.

Monsieur Richard Charles souhaite avoir une précision concernant l'obligation ou la possibilité de plantation après coupe rase dans le périmètre réglementé. Monsieur Marc Gaillet explique que la réglementation de boisement n'impose pas de boisement, qu'elle existe pour protéger les espaces non boisés. Il précise également que le Code forestier impose une autorisation de défrichement au-dessus d'un certain seuil (pour les massifs de plus de 4 ha et 0,5 ha en forêts alluviales).

Monsieur Jean-Michel Perrin demande si dans les espaces boisés classés, on peut faire des coupes pour le bois de chauffage et laisser ensuite les arbres repartir. Monsieur Marc Gaillet répond qu'en l'absence de plan de gestion dans ces espaces, toute coupe doit faire l'objet d'une autorisation mais qu'il existe un arrêté préfectoral autorisant un certain nombre de coupe dont le bois de chauffage. Il est donc possible d'intervenir sur un secteur mais il faut ensuite laisser le reboisement se faire.

Monsieur Richard Charles voudrait savoir si une concertation a été faite avec les communes voisines pour le classement des parcelles en « espaces boisés classés ». Monsieur Marc Gaillet explique que cette démarche se fait dans le cadre du PLU de la commune et donc à cette échelle.

3. Propositions de zonage

Monsieur Laurent Malcayran présente les propositions de zonage formulées par la sous-commission. Il précise, dans les principes généraux pour la définition des périmètres (diapositive n°38), que le périmètre interdit comprend toutes les zones urbanisées (même si la réglementation des boisements ne s'applique pas aux parcs et jardins attenants aux habitations) car cela permet par exemple d'éviter le boisement des dents creuses qui peuvent exister entre des habitations.

La Présidente soumet la carte des périmètres au vote, après s'être assurée que l'ensemble des membres de la commission ait vu la carte au format A0. Cette proposition est votée avec 16 voix pour et 2 abstentions.

4. Propositions de réglementation

Le tableau ci-dessous présente les propositions de distances formulées par la sous-commission concernant le périmètre réglementé :

Nature du fonds voisin	Minima (délibération cadre)	Propositions de la sous-commission	
Agricole non boisé	4 m / limite	12 m / limite	18 m / limite
Voirie (hors chemins ruraux)	2 m / limite du domaine public	4 m / limite du domaine public	
Habitation et ERP (boisement)	30 m / mur	50 m / mur	
Habitation et ERP (reboisement)	6 m / limite	6 m / limite	
Cours d'eau	4 m / sommet des berges	4 m / sommet des berges	
Cours d'eau divaguant	24 m / axe du cours d'eau	24 m / axe du cours d'eau	

Monsieur Laurent Malcayran explique que les membres de la sous-commission n'ont pas trouvé de consensus pour proposer une distance de recul par rapport au fond voisin agricole, ils ont préféré laisser les membres de la Commission communale voter sur cette distance. Monsieur Jean-Michel Perrin précise que les peupliers plantés à côté de certaines parcelles agricoles sont des arbres montant très haut qui font de l'ombre aux cultures des fonds voisins, d'où une proposition de distance de recul à 18 m. Madame Ilona Genty explique que passer à cette distance, pour les parcelles concernées qui sont de petites tailles, reviendrait à enlever 1/3 des rangées actuelles, ce qui engendrait une perte pour le propriétaire, d'où la proposition d'une distance de recul à 12 m.

La Présidente soumet ces deux distances de recul par rapport au fond voisin agricole, au vote. 7 voix pour une distance de recul de 18 m, 1 voix pour une distance de recul de 12 m et 10 abstentions, la distance de recul par rapport au fond voisin agricole sera donc de 18 m.

Les autres propositions de distances sont présentées. Monsieur Laurent Malcayran précise que la distance relative à la voirie prévue dans la délibération cadre n'est pas une distance minimale mais une distance fixe, notamment parce que le Département ne dépasse pas 2 m dans son règlement de voirie (distance issue du Code de la voirie routière).

La Présidente soumet les autres distances proposées par la sous-commission (en modifiant à 2 mètres la distance pour la voirie) au vote. Cette proposition est votée avec 16 voix pour et 2 abstentions.

Comme précisé sur la diapositive n° 44, la sous-commission ne propose pas d'interdiction d'essences dans le périmètre réglementé ni de zones prédéfinies pour l'implantation de taillis à courte ou très courte rotation.

La sous-commission souhaite proposer des préconisations (diapositive 45) concernant :

- les noyers à fruits : « conformément aux usages locaux admis dans le département, les noyers à fruits seront toutefois autorisés dans les périmètres interdits et réglementés avec un recul minimal de six mètres vis-à-vis des fonds voisins ».
- la replantation de parcelles déjà boisées : il est d'usage localement de respecter une distance de recul pour les parcelles faisant l'objet d'un reboisement, vis-à-vis des fonds agricoles voisins et des voiries.
- Les haies et plantations linéaires en périmètre interdit : il est rappelé que les haies champêtres (haies libres, haies taillées, petits brise-vent) et les alignements sont exclus de la réglementation de boisement.

La Présidente soumet ces propositions de la sous-commission au vote. Ces propositions sont votées avec 16 voix pour et 2 abstentions.

Monsieur Guy Etelin souhaite faire remarquer aux membres de la commission qu'une distance de recul de 6 m pour les noyers à fruits, n'est à son avis pas suffisante pour préserver les parcelles voisines des traitements chimiques. Madame Delphine Stoppiglia rappelle que les noyers à fruits ne relèvent pas de la réglementation de boisement et que celle-ci ne peut donc pas imposer de distance de recul pour ce type de culture.

5. Evaluation environnementale

Monsieur Laurent Malcayran présente la synthèse de l'évaluation environnementale (diapositive 47) qui devra être transmise aux services de l'Etat. Cette évaluation ne fait pas l'objet de remarques particulières.

6. Planning prévisionnel de la suite de la procédure

Madame Delphine Stoppiglia présente ce planning (diapositive n°49) et indique les prochaines étapes de la procédure qui ne sont que des phases administratives. L'enquête publique devrait se dérouler début 2017 et la délibération finale pourrait être prise à l'été 2017.

Monsieur Paul Henri souhaite poser une dernière question sur les obligations des propriétaires d'entretenir des parcelles identifiées en « espaces boisés classés ». Monsieur Marc Gaillet explique que le propriétaire n'est tenu à rien dans la limite où il n'existe pas de risques. Dans le cas contraire, le Maire peut faire usage de son pouvoir de police.

Monsieur Jean-Paul Durand, Maire de la commune remercie les services pour leur travail.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance après avoir remercié tous les membres de la commission.

La Présidente,

La secrétaire de séance,

Marie-France Bacuvier

Delphine Stoppiglia

PV (avec son annexe) :

- A faire figurer sur le registre prévu à l'article R. 121-4 du CRPM
- A notifier aux membres (titulaires et suppléants) de la CCAF

Décisions de la CCAF :

- à afficher en Mairie et à transmettre au Président du Département et au Préfet dans les conditions de l'article R. 121-6 du CRPM
-